

**MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET**

\*\*\*\*\*

**DIRECTION DE CABINET**

\*\*\*\*\*

**DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET DE LA  
COMPTABILITE PUBLIQUE**

\*\*\*\*\*

**DIRECTION DE LA DETTE ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT**



**REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

**Unité - Dignité - Travail**

\*\*\*\*\*

# **RAPPORT DE GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2021**

*Juin 2022*

# Sommaire

SIGLES ET ABREVIATIONS .....	ii
LISTE DES TABLEAUX .....	iii
LISTE DES GRAPHIQUES .....	iv
PREFACE .....	v
CHIFFRES CLES.....	vi
INTRODUCTION.....	vii
I- NEGOCIATIONS, RENEGOCIATIONS D'EMPRUNTS ET EMISSIONS DE TITRES PUBLICS.....	2
II- GESTION DES DONNEES .....	4
III- PARTICIPATIONS ET PORTEFEUILLES DE L'ETAT .....	11
IV -ANALYSE DES RATIOS ET FORMATIONS .....	15
CONCLUSION .....	26
ANNEXES .....	28
COMITE DE REDACTION .....	41

## SIGLES ET ABREVIATIONS

Sigles	Abréviations
<b>BEAC</b>	Banque des Etats de l’Afrique Centrale
<b>BICEC</b>	Banque Internationale du Cameroun pour l’Epargne et le Crédit
<b>BTA</b>	Bons du Trésor Assimilables
<b>CEMAC</b>	Communauté Economique et Monétaire de l’Afrique Centrale
<b>CNDP</b>	Comité National de la Dette Publique
<b>CRCT</b>	Cellule de Règlement et de Conservation des Titres
<b>CUT</b>	Compte Unique du Trésor
<b>DDPE</b>	Direction de la Dette et du Portefeuille de l’Etat
<b>DTS</b>	Droits de Tirages Spéciaux
<b>EPA</b>	Etablissement Public à caractère Administratif
<b>EPIC</b>	Etablissement Public Industriel et Commercial
<b>FIDA</b>	Fonds International de Développement Agricole
<b>FMI</b>	Fonds Monétaire International
<b>GSIC</b>	Global Service et Investissement Entreprise
<b>IDA</b>	Association Internationale pour le Développement
<b>IPPTE</b>	Initiatives envers les Pays Pauvres Très Endettés
<b>OFID</b>	Fonds de l’OPEP pour le Développement International
<b>OTA</b>	Obligations du Trésor Assimilables
<b>PIB</b>	Produit Intérieur Brut
<b>PPP</b>	Partenariat Public-Privé
<b>PTF</b>	Partenaires Techniques et Financiers
<b>RCA</b>	République Centrafricaine
<b>SGC</b>	Société Générale du Cameroun
<b>SYGADE</b>	Système de Gestion et d’Analyse de la Dette
<b>SVT</b>	Spécialistes en Valeur du Trésor
<b>UBA</b>	United Bank for Africa
<b>UPU</b>	Union Postale Universelle

## LISTE DES TABLEAUX

Figure 1 : Émission des Titres Publics en 2021 .....	3
Figure 2 : Évolution des décaissements 2019-2021 .....	5
Figure 3 : Évolution du service de la dette 2019-2021 .....	6
Figure 4 : Évolution des règlements de la dette publique 2019-2021 .....	7
Figure 5 : Évolution des arriérés de la dette publique 2019-2021 .....	8
Figure 6 : Poids des arriérés et des encours de la dette publique dans le stock de la dette en 2021 .....	9
Figure 7 : Évolution du stock de la dette 2019-2021 .....	10
Figure 8 : Évolution de la dette Extérieure et de la Dette Intérieure 2019-2021 .....	10
Figure 9 : Répartition du stock de la dette par devise en 2021 .....	11
Figure 10 : Situation du portefeuille de l'Etat en 2020 .....	13
Figure 11 : Poids de chaque type de dette à fin 2021 .....	13
Figure 12 : Types des dettes des Etablissements publics.....	14
Figure 13 : Évolution du taux d'endettement public 2016-2021 .....	15
Figure 14 : Evolution des ratios de solvabilité 2016-2021 .....	16
Figure 15 : Évolution de la dette exposée aux fluctuations du taux de change 2016-2021 .....	17
Figure 16 : Projection du profil de remboursement de la dette (principal) 2022-2041 .....	19
Figure 17 : Projection du profil par catégorie de dette 2022-2041 .....	20
Figure 18 : Projection du profil de la dette par type de créancier 2022-2041 .....	21

## LISTE DES GRAPHIQUES

Tableau 1 : Evolution des dettes exemptées 2020-2021 .....	3
Tableau 2 : Emission des titres publics et taux de réalisation en 2021 .....	3
Tableau 3 : Evolution des décaissements 2019-2021 .....	4
Tableau 4 : Service de la dette 2019-2021 .....	5
Tableau 5 : Règlements de la dette 2019-2021 .....	6
Tableau 6 : Evolution des arriérés de la dette 2019-2021 .....	7
Tableau 7 : Evolution de l'encours et des arriérés de la dette publique .....	8
Tableau 8 : Stock de la dette 2019-2021 .....	9
Tableau 9 : Volume du stock de la dette publique par devise .....	11
Tableau 10 : Situation synthétique et partielle des contributions de l'Etat en 2021 .....	12
Tableau 11 : Situation partielle du portefeuille de l'Etat en 2020 .....	12
Tableau 12 : Dettes des établissements publics en 2021 .....	13
Tableau 13 : Situation du Partenariat Public Privé .....	14
Tableau 14 : Récapitulatif des formations aux cadre de la DDPE en 2021 .....	25

## PRÉFACE

La dette publique est l'ensemble des engagements financiers de l'Etat, ses collectivités publiques et ses organismes pris sous formes d'emprunts à une date déterminée. Elle est le résultat des flux de ressources empruntées et remboursées par l'Etat. Certains engagements de la dette sont directement signés par l'Etat, ce sont des dettes directes, alors que d'autres sont seulement garanties par l'Etat et sont dites indirectes.

L'insuffisance des recettes publiques à financer l'ensemble des dépenses publiques justifie le recours aux emprunts pour combler le solde budgétaire déficitaire : d'où l'existence de la dette publique. Celle-ci est composée de la dette extérieure et de la dette intérieure. La dette extérieure est contractée auprès des non-résidents et est, dans la plupart des cas, exprimée en devises étrangères tandis que la dette intérieure est contractée auprès des résidents, exprimée en monnaie locale.

La gestion de la dette occupe une place privilégiée dans les finances publiques d'un pays. Elle est l'anticipation des risques auxquels peuvent s'exposer les finances publiques à une période donnée et, l'orientation des ressources empruntées vers les projets de développement structurant.

La gestion rationnelle de la dette publique est le fait d'une meilleure stratégie d'endettement public. C'est dans cette perspective que l'une des missions principales assignées à la Direction de la Dette et du Portefeuille de l'Etat (DDPE) consiste à analyser la situation périodique de la dette publique afin d'en tirer les enseignements qui s'imposent.

## CHIFFRES CLES

Indicateurs	2019	2020	2021
<b>1- Stock de la dette</b> (en milliards de FCFA)			
<b>Dette publique</b>	629,30	604,96	684,07
<i>Dette extérieure</i>	481,60	475,82	494,49
<i>Dette intérieure</i>	147,70	129,14	189,57
<b>2-Taux d'endettement</b> (en pourcentage du PIB)			
<b>Dette publique (stock)</b>	<b>47,14</b>	<b>44,06</b>	<b>47,77</b>
<i>Dette extérieure</i>	36,00	34,66	34,53
<i>Dette intérieure</i>	11,10	9,43	13,27
<b>3-Evolution des ratios de solvabilité</b> (en pourcentage)			
Service de la dette (en % des recettes publiques) <= 20%	23,70	16,00	20,00
Service de la dette (en % des recettes intérieures propres) <=20%	49,90	38,10	31,10
Service de la dette en devise en % des recettes d'exportation	11,60	4,60	5,00
<b>4-Risques liées au portefeuille de la Dette</b> (en pourcentage)			
Part de la dette exposée aux fluctuations du taux de change	72,90	75,50	70,10
<b>5-Structure de la dette Publique</b>			
<b>Dette extérieure par catégorie de bailleurs</b> (en pourcentage)			
Multilatéraux	48,90	57,44	59,69
Bilatéraux	51,10	42,56	40,31
<b>Part de la dette publique par résidence (en pourcentage)</b>			
Dette extérieure	74,40	78,65	72,29
Dette intérieure	25,60	21,35	27,71
<b>Structure en devise (en pourcentage)</b>			
\$US	26,50	24,20	21,32
DTS	32,10	16,69	20,78
CNY	3,60	1,71	1,52
EURO	2,10	1,49	1,28
Autres	35,70	55,88	55,11
<b>PIB (en Milliards de FCFA)</b>	<b>1 335</b>	<b>1 373</b>	<b>1432</b>

# INTRODUCTION

L'exercice budgétaire 2021 a été marqué par la crise politico-militaire et la pandémie de COVID19 qui ont durement impacté la mobilisation des ressources propres et la contraction des dépenses. La gestion de la dette publique est soldée par une mobilisation des ressources de FCFA 110,13 milliards dont FCFA 35 milliards d'allocation DTS, FCFA **48,77** milliards d'émission des titres publics, 18,55 milliards de tirages sur les ressources du FMI et FCFA 7,81 milliards des crédits consommés dans le cadre de la mise en œuvre des différents projets. L'implication active de la RCA dans le système financier sous régional au cours de l'exercice budgétaire 2021 a permis à celle-ci de sortir du cercle vicieux de revolving qui a perduré plusieurs années.

Pour juguler les effets de la pandémie de COVID 19, la RCA a bénéficié de l'initiative G20 qui s'est traduite par une réduction du montant du service de la dette de FCFA **4,2 milliards** : une exemption de la dette de **FCFA 2,4 milliards** accordée par le FMI et le rééchelonnement du service de la dette de certains créanciers bilatéraux à hauteur de FCFA **1,8 milliards**.

Les règlements de la dette publique totalisent un montant de **FCFA 39,2 milliards** à la fin de l'exercice budgétaire 2021 contre **FCFA 47,97 milliards** en 2020, soit une baisse de **18,28%**. Celle-ci s'explique par l'échéance de certains prêts arrivant à termes et la prise en compte des initiatives des effets d'allègement en liaison avec la pandémie de COVID 19.

Le stock de la dette est passé d'environ **FCFA 605 milliards** en 2020 à **FCFA 684,1 milliards** en 2021 soit une augmentation de 13,1%. Ainsi, le taux d'endettement se fixe à 47,8% contre de 44,1% un an plutôt. La dette extérieure passe de **FCFA 475,8 milliards** en 2020 à **FCFA 494,5 milliards** en 2021. La dette intérieure a connu une hausse sensible de 47%, elle passe de FCFA 129,14 milliards à **FCFA 189,59 milliards**. Cette hausse s'explique par l'allocation DTS et les émissions de titres publics.

Le présent rapport met en évidence toutes les étapes de la gestion de la dette publique, à savoir : (I) négociations, renégociations d'emprunts et émissions de titres publics ; (II) gestion des données ; (III) participations et contributions de l'Etat dans les organismes et Sociétés Publiques ; (IV) études et formations.

## **I- NEGOCIATIONS, RENEGOCIATIONS D'EMPRUNTS ET EMISSIONS DE TITRES PUBLICS**

Les négociations et renégociations d'emprunts durant l'exercice budgétaire 2021 concernent principalement les arriérés des dettes dues par la RCA à certains créanciers conformément au procès-verbal du Club de Paris et l'analyse des conditions des projets d'accord des nouveaux emprunts. Les émissions des titres publics sont axées sur les Bons du Trésor Assimilables (BTA) et les Obligations du Trésor Assimilables (OTA).

### **1.1- Négociations, renégociations d'emprunts**

Des demandes de renégociation ont été adressées à certains créanciers hors Club de Paris de la RCA notamment : la Taïwan, la Lybie, Fonds de l'OPEP pour le Développement International (OFID), le Tchad, l'Argentine, le Sénégal, le Mali, la Guinée Equatoriale, la Côte d'Ivoire, le Cameroun et l'Irak. Le Gouvernement est toujours dans l'attente de réponse de ces créanciers afin de poursuivre à terme le processus.

La DDPE a aussi analysé et émis des avis techniques relatifs aux différents projets de nouveaux accords de prêt, transmis par le Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale au Ministère des Finances et du Budget, à savoir :

- le prêt du Fonds Saoudien de Développement relatifs à la deuxième phase du projet d'éclairage public ;
- l'accord de rééchelonnement de la dette de l'Union Postale Universelle (UPU) ;
- l'offre des prêts pour le fonctionnement des projets d'infrastructure proposée par Global Service et Investissement entreprise (GSIC),
- la caution de partenariat entre l'Office National du Matériel et la société Import-Export TACE Trading du Brésil ;
- l'offre de prêt pour l'appui budgétaire et le développement des projets proposés par Intergem Corporation ;
- la proposition de la société NERFI CONSULTING relative à la dotation en soutien au programme de la lutte contre les émissions de CO2 en RCA ;
- le prêt BDEAC pour la riposte contre le COVID 19.

Sur les sept projets d'accords analysés, trois ont été signés par le Gouvernement notamment :

- le prêt additionnel du Fonds Saoudien de Développement du projet d'éclairage public ;
- la convention de partenariat entre l'Office National du Matériel et la société Import-Export TACE Trading du Brésil et ;

- le prêt BDEAC pour la riposte contre la pandémie du COVID 19.

## 1.2- Exemption et Rééchelonnement des dettes

Dans le cadre des initiatives de facilité en riposte à la pandémie de COVID 19, le FMI a procédé à l'annulation des services de sa dette à hauteur de FCFA 2,38 milliards pour les deuxième et au troisième trimestre de l'exercice 2021. Des créanciers bilatéraux ont rééchelonné les services de leur dette pour un montant de FCFA 1,8 milliard soit, un total de gain sur le service 2021 de FCFA 4,2 milliards.

**Tableau 1 : Evolution des dettes exemptées 2020-2021 (en milliards de FCFA)**

Libellé	2020	2021
FMI	3,09	2,38
Chine	10,65	0
Serbie	25,25	0
<b>Total</b>	<b>38,99</b>	<b>2,38</b>

Source : DDPE

## 1.3- Émissions des Titres publics

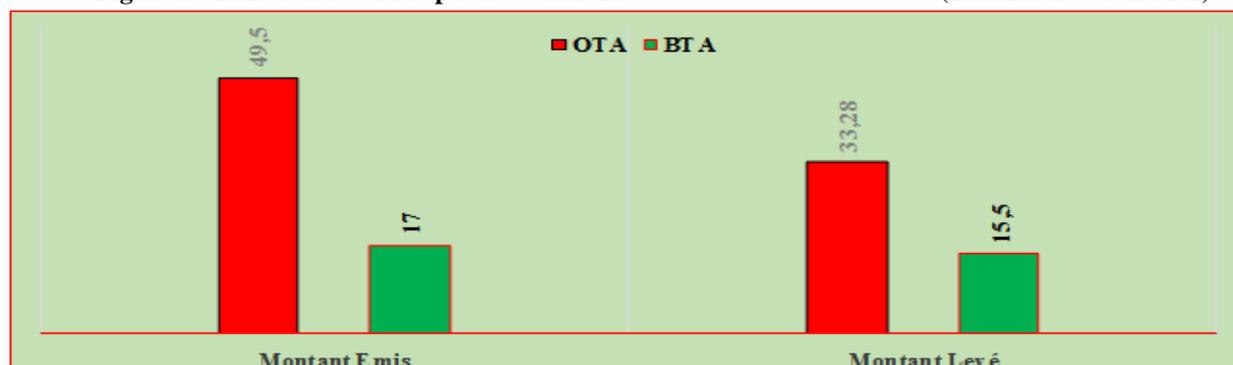
Au cours de l'exercice budgétaire 2021, le Trésor Public a réalisé une série d'émissions des Valeurs du Trésor pour un montant total de **FCFA 66,5 Milliards**. Toutefois, le montant réellement levé est de **FCFA 48,78 Milliards** soit, un taux de réalisation de **73,35%**. Les OTA représentent **68,22%** du total des émissions contre **31,78%** des BTA.

**Tableau 2 : Émission des titres publics et taux de réalisation en 2021**

Instruments	En milliards de FCFA		Taux de réalisation (en Pourcentage)
	Montant Emis	Montant Levé	
OTA	49,50	33,28	67,22
BTA	17,00	15,50	91,18
<b>Total</b>	<b>66,50</b>	<b>48,78</b>	<b>73,35</b>

Source : DDPE

**Figure 1 : Émission des titres publics en 2021 (En milliards de FCFA)**



Source : DDPE

L'écart entre le montant émis et le montant réellement levé (**FCFA 17,73 milliards**), explique la non anticipation des rouages du marché. Il importe de mettre en place une stratégie afin de stimuler tous les SVT à l'émission des titres publics (OTA) dont l'objet est de financer les projets d'investissements indispensables pour booster la croissance économique du pays.

## II- GESTION DES DONNEES

L'analyse des données clés de la dette conduit à examiner les nouveaux engagements, les décaissements, les services, les règlements, les arriérés ainsi que le stock de la dette.

### 2.1- Nouveaux engagements et Décaissements

A la fin de l'exercice budgétaire 2021, le total des décaissements est de **FCFA 110,13 milliards** contre **FCFA 62,64 milliards** en 2020, soit une hausse de **75,80%**. Cette augmentation s'explique respectivement par l'allocation des DTS du FMI à hauteur de **FCFA 35 milliards** et l'émission des Titres Publics (Obligations et Bons du Trésor Assimilables) à hauteur de **FCFA 48,78 milliards**, **FCFA 18,55 milliards** de tirages sur les ressources du FMI suivi de décaissements au titre des projets pour un montant de **FCFA 7,81 milliards**. Le tableau ci-dessous en donne le détail.

**Tableau 3 : Évolution des décaissements 2019-2021**

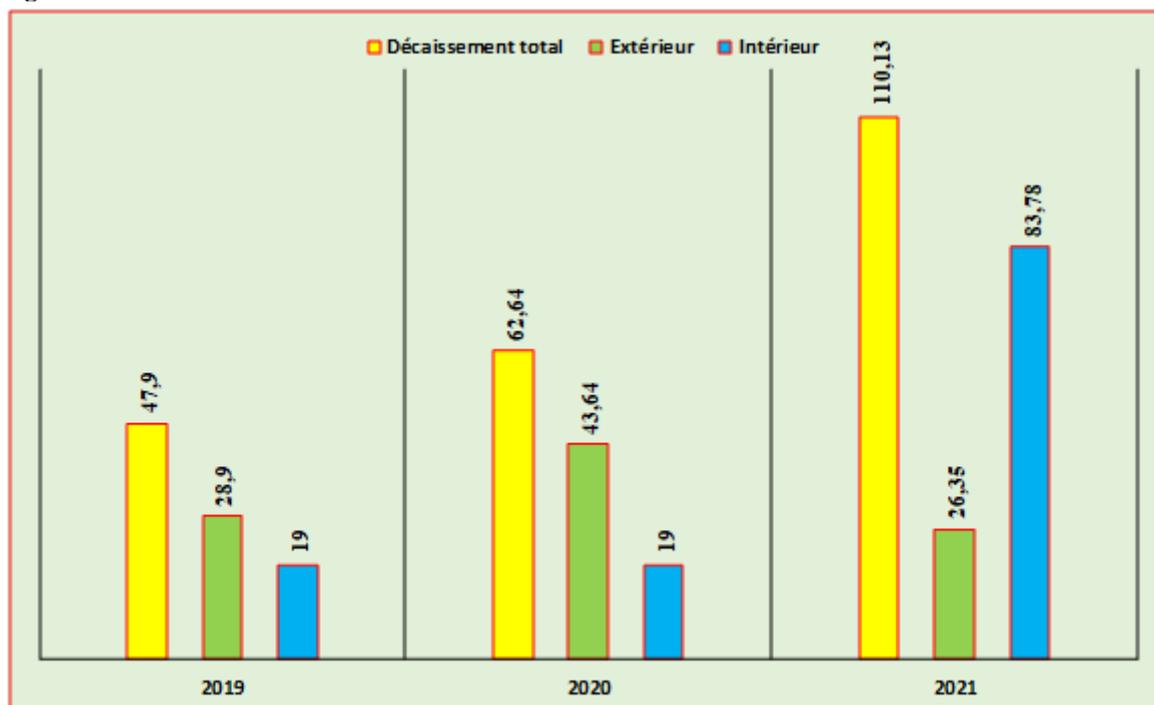
Année	En milliard de FCFA		
	2019	2020	2021
<b>Extérieur</b>	<b>28,90</b>	<b>43,64</b>	<b>26,35</b>
<i>Bilatérale</i>	3,38	0	1,22
<i>Multilatérale</i>	25,52	43,64	25,13
<b>Intérieur</b>	<b>19,00</b>	<b>19,00</b>	<b>83,78</b>
<i>FMI (DTS)</i>			35,00
<i>Émission BTA</i>	19,00	19,00	15,50
<i>Émission OTA</i>	0,00	0,00	33,28
<b>Total général</b>	<b>47,90</b>	<b>62,64</b>	<b>110,13</b>

Source : DDPE

Les décaissements extérieurs représentent **24%** du total contre **76%** pour l'intérieur. Les partenaires multilatéraux constituent une grande part des décaissements extérieurs. Sur le plan intérieur, les décaissements sont essentiellement constitués des émissions des titres publics et l'allocation DTS.

Figure 2 : Évolution des décaissements 2019-2021

En milliards de FCFA



Source : DDPE

## 2.2- Service de la dette

Le service de la dette est le montant que l'Etat doit payer chaque année pour honorer ses engagements financiers. Il comprend l'amortissement du capital (le principal) et les intérêts, calculés en appliquant un taux d'intérêt sur le capital restant dû. Le tableau qui suit présente la situation du service durant la période 2019-2021.

Tableau 4 : Service de la dette 2019-2021

En milliard de FCFA

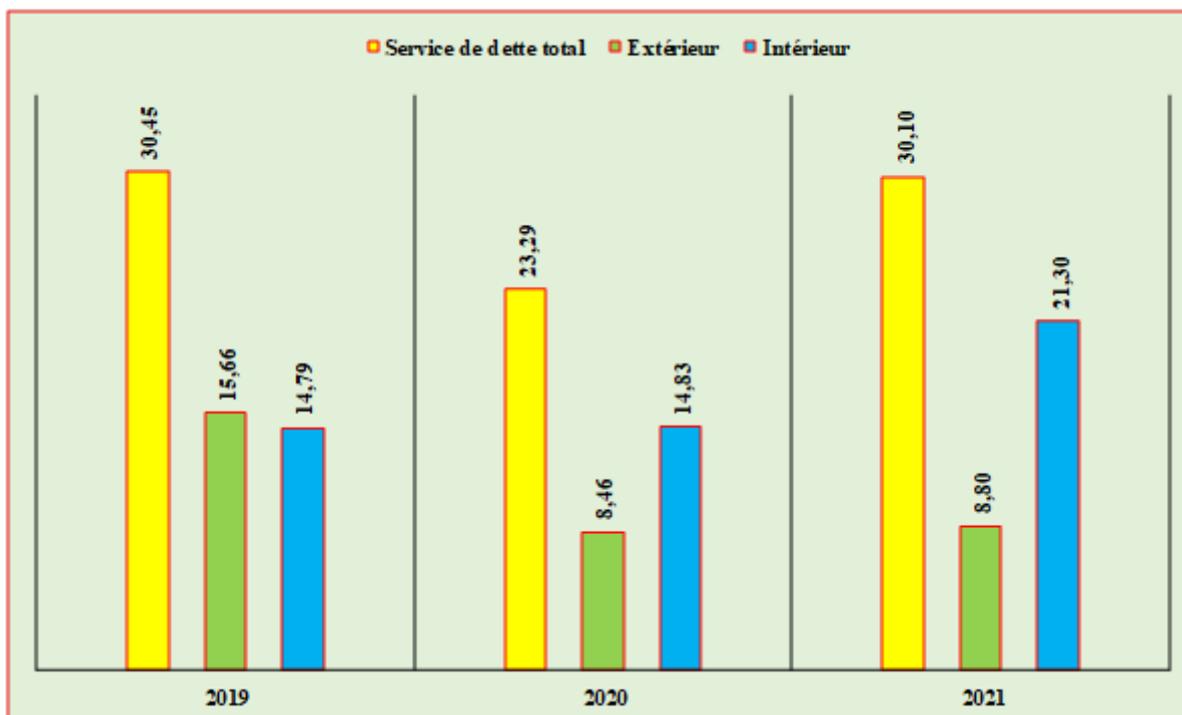
Libellé	2019	2020	2021
<b>DETTE EXTERIEURE</b>	15,66	8,46	8,80
<i>Dettes Bilatérales</i>	6,12	4,54	4,70
<i>Dettes Multilatérales</i>	9,54	3,92	4,10
<b>TOTAL DETTE INTERIEURE</b>	14,79	14,83	21,30
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>30,45</b>	<b>23,29</b>	<b>30,10</b>

Source : DDPE

Le service de dette pour l'exercice budgétaire 2021 se chiffre à **FCFA 30,1 milliards** contre **FCFA 23,29 milliards** un an plutôt, soit une hausse de **29,24%**. Cette augmentation s'explique par le service du FMI au niveau de la dette intérieure (environ 50% de la dette intérieure).

Figure 3 : Évolution du service de la dette 2019-2021

En milliards de FCFA



Source : DDPE

### 2.3- Règlements de la dette publique à fin 2021

Les règlements de la dette publique sont effectués à hauteur de **FCFA 39,2 milliards** contre **FCFA 48 milliards** en 2020, soit une baisse de **18,28%** due à certaines dettes arrivées à la fin de leurs échéances. Le tableau qui suit présente l'évolution de règlement de la dette publique sur la période 2019-2021.

Tableau 5 : Règlements de la dette 2019-2021

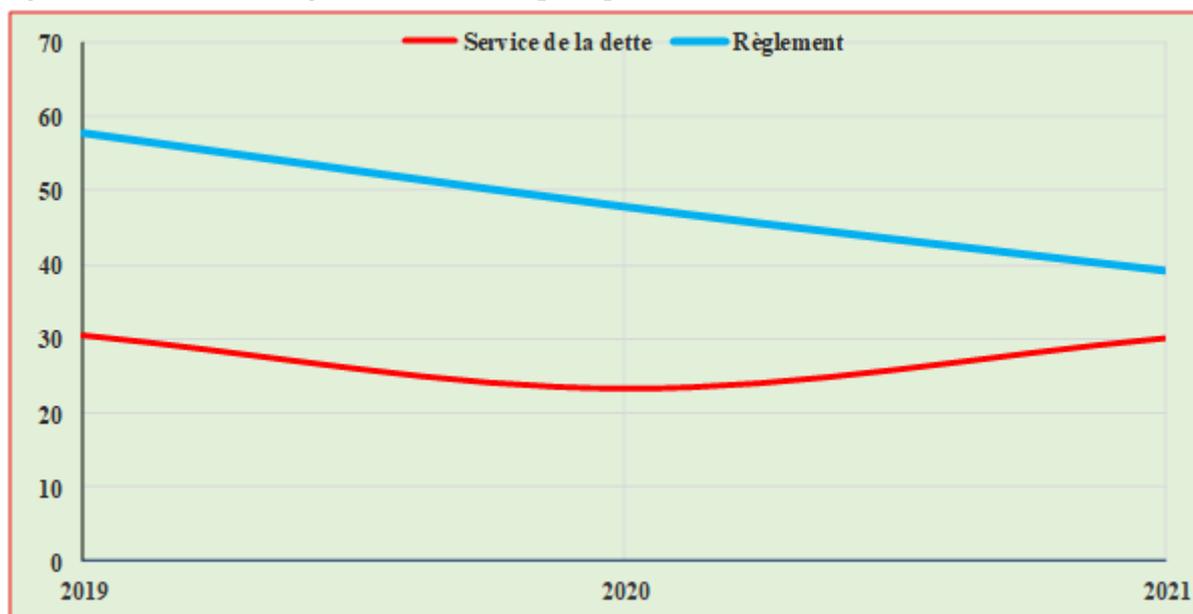
En milliard de FCFA

Libellé	2019	2020	2021
<b>Extérieur</b>	<b>14,30</b>	<b>8,30</b>	<b>6,60</b>
- Bilatérale	5,40	4,50	4,60
- Multilatérale	8,90	3,80	2,00
<b>Intérieur</b>	<b>43,60</b>	<b>39,60</b>	<b>32,60</b>
<b>Total général</b>	<b>57,90</b>	<b>48,00</b>	<b>39,20</b>

Source : DDPE

Figure 4 : Évolution des règlements de la dette publique 2019-2021

En milliards de FCFA



*Source* : DDPE

A la fin de l'exercice budgétaire 2021, la dette extérieure est payée à hauteur de **FCFA 6,6 milliards** contre **FCFA 8,3 milliards** en 2020 et la dette intérieure **FCFA 32,6 milliards** avec un montant en principal de **FCFA 25,8 milliards** et **FCFA 6,7 milliards** en intérêt.

Dans la figure ci-haut, il ressort que depuis l'exercice budgétaire 2019 jusqu'à l'exercice 2021, beaucoup d'efforts étaient consentis pour les règlements de la dette publique. L'écart observé entre le service de dette et les règlements effectifs réalisés s'explique par la mise en œuvre de la politique de non accumulation des arriérés prônée par le Gouvernement qui se matérialise par les règlements des arriérés intérieurs sur la base de trésorerie disponible.

#### 2.4- Situation des arriérés de la dette publique à fin 2021

Le volume des arriérés de la dette publique se chiffre à **FCFA 147,9 milliards** en 2021 contre **FCFA 153,1 milliards** en 2020. Les arriérés de la dette extérieure représentent **88,19%** contre **11,81%** de la dette intérieure.

Tableau 6 : Évolution des arriérés de la dette 2019-2021

En Milliards de FCFA

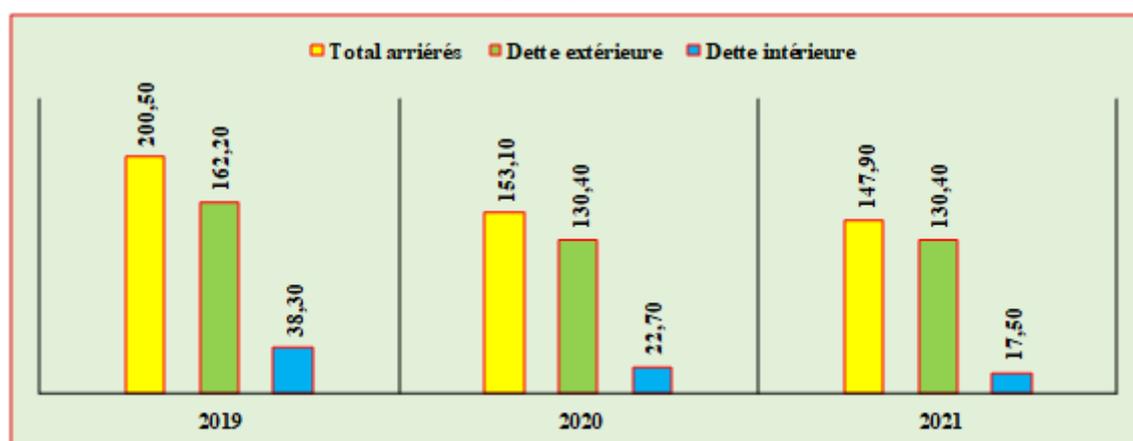
	2019	2020	2021
<b>Dette extérieure</b>	<b>162,20</b>	<b>130,40</b>	<b>130,40</b>
<i>Bilatérale</i>	<i>156,40</i>	<i>124,60</i>	<i>124,60</i>
<i>Multilatérale</i>	<i>5,80</i>	<i>5,80</i>	<i>5,80</i>
<b>Dette intérieure</b>	<b>38,30</b>	<b>22,70</b>	<b>17,50</b>
<b>Total arriérés</b>	<b>200,50</b>	<b>153,10</b>	<b>147,90</b>

*Source* : DDPE

Le volume des arriérés en 2021 est en nette diminution comparé aux deux années précédentes. En effet, sur la période de 2019-2021, le stock des arriérés de la dette publique a sensiblement régressé passant de **FCFA 200,5 milliards** en 2019 à **FCFA 147,9 milliards** en 2021. Cette réduction est due à la fois à l’apurement des arriérés intérieurs et règlements des dettes extérieures suivi de la signature de l’accord de l’annulation de 90% de la dette de la Serbie et d’une partie de la dette chinoise en 2020.

La figure n°5 présente en détail l’évolution des arriérés de la dette publique durant la période 2019-2021.

**Figure 5 : Évolution des arriérés de la dette publique 2019-2021** En milliards de FCFA



*Source* : DDPE

## 2.5- Situation de l’encours et des arriérés de la dette publique

L’encours de la dette publique à fin 2021 est de **FCFA 536 milliards** contre **FCFA 451,9 milliards** en 2020. Le tableau qui suit présente l’évolution de la dette publique en faisant la distinction entre l’encours et les arriérés.

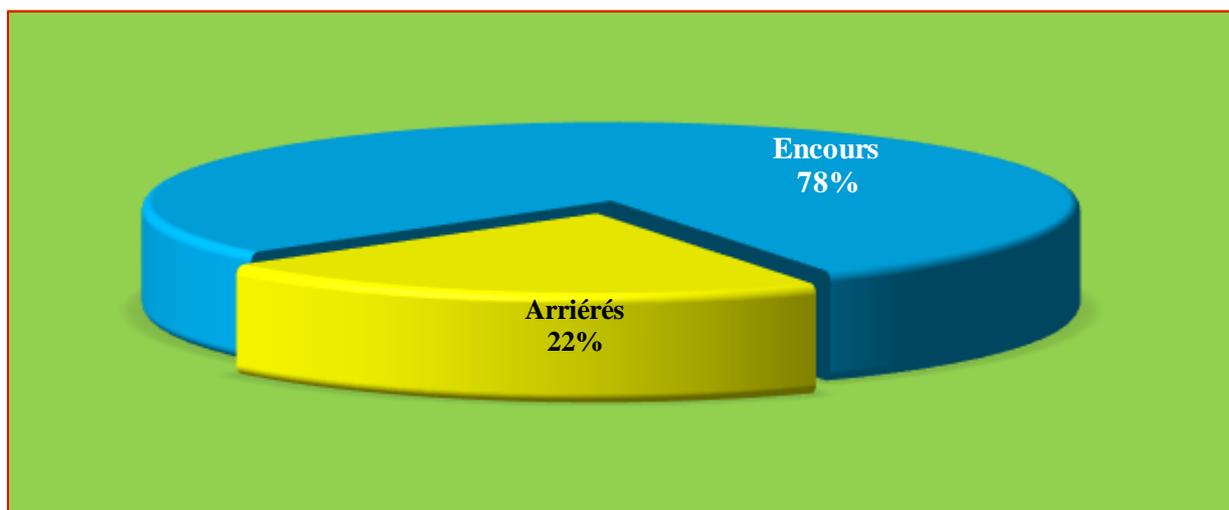
**Tableau 7 : Évolution de l’encours et des arriérés de la dette publique** En milliards de FCFA

	2019	2020	2021
<b>Dette publique totale</b>	<b>629,30</b>	<b>605,00</b>	<b>684,07</b>
<i>Encours</i>	428,90	451,90	536,20
<i>Arriérés</i>	200,50	153,10	147,90
<b>Dette extérieure</b>	<b>481,60</b>	<b>475,80</b>	<b>494,49</b>
<i>Encours</i>	319,50	345,40	364,09
<i>Arriérés</i>	162,20	130,40	130,40
<b>Dette intérieure</b>	<b>147,70</b>	<b>129,10</b>	<b>189,59</b>
<i>Encours</i>	109,40	106,40	172,13
<i>Arriérés</i>	38,30	22,70	17,50

*Source* : DDPE

Les arriérés de la dette publique à fin 2021 représentent **22%** du stock contre **78%** de l'encours. La plupart des arriérés extérieurs sont en négociation conformément au procès-verbal du Club de Paris de l'année 2009 qui stipule que : « les négociations doivent respecter les termes de Cologne<sup>1</sup> ».

**Figure 6 : Poids des arriérés et des encours de la dette publique dans le stock de la dette en 2021**



Source : DDPE

## 2.6-Evolution du stock de la dette

Le stock de la dette reflète la valeur de la dette nette après les différentes transactions, notamment les restructurations, les décaissements et autres. A la fin de l'exercice budgétaire 2021, le stock de la dette se chiffre à FCFA **684,07 milliards** contre **FCFA 604,96 milliards** en 2020. La dette extérieure représente **72,29%** du stock contre **27,71%** de la dette intérieure.

**Tableau 8 : Stock de la dette 2019-2021**

Libellé	En milliards de FCFA		
	2019	2020	2021
<b>Extérieur</b>	<b>481,60</b>	<b>475,80</b>	<b>494,48</b>
<i>Bilatérale</i>	246,10	202,50	199,33
<i>Multilatérale</i>	235,50	273,30	295,15
<b>Intérieur</b>	<b>147,70</b>	<b>129,10</b>	<b>189,59</b>
<b>Total général</b>	<b>629,30</b>	<b>604,90</b>	<b>684,07</b>

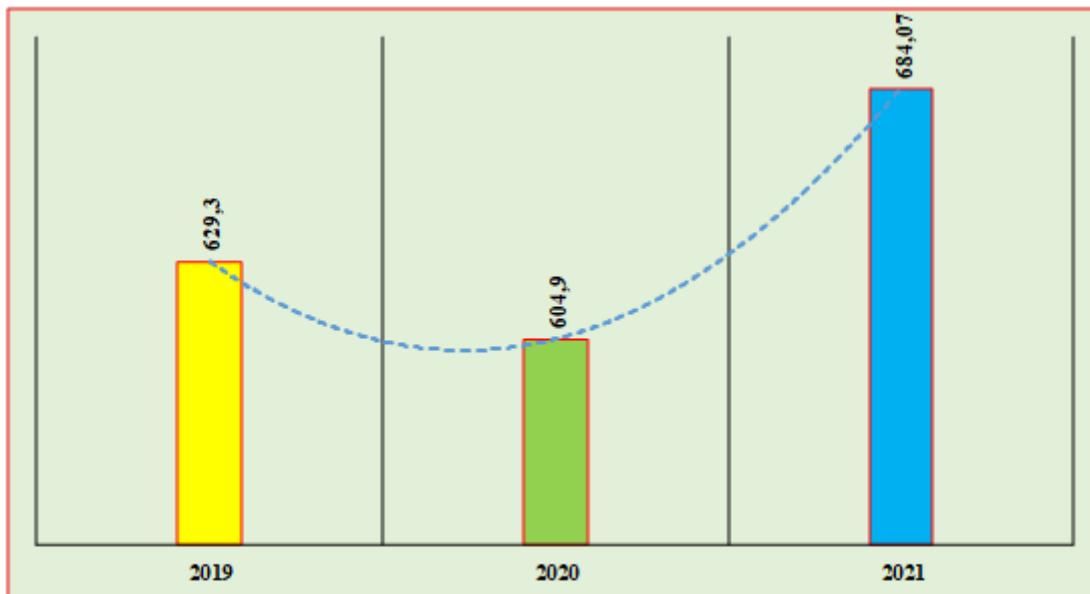
Source : DDPE

Le stock de la dette a connu une augmentation de **13,09%** à fin 2021 passant de **FCFA 604,90 milliards** en 2020 à **FCFA 684,07 milliards** en 2021. Cette hausse s'explique par la mobilisation de financement intérieur notamment les émissions des Titres Publics et

<sup>1</sup> Annulation de 90% du stock de la dette à négocier

l'allocation des DTS de FMI. De la figure ci-dessous, la baisse drastique du stock entre 2019 et 2020 s'explique par la remise de 90% de la dette de la Serbie et l'annulation d'une partie de la dette de la Chine.

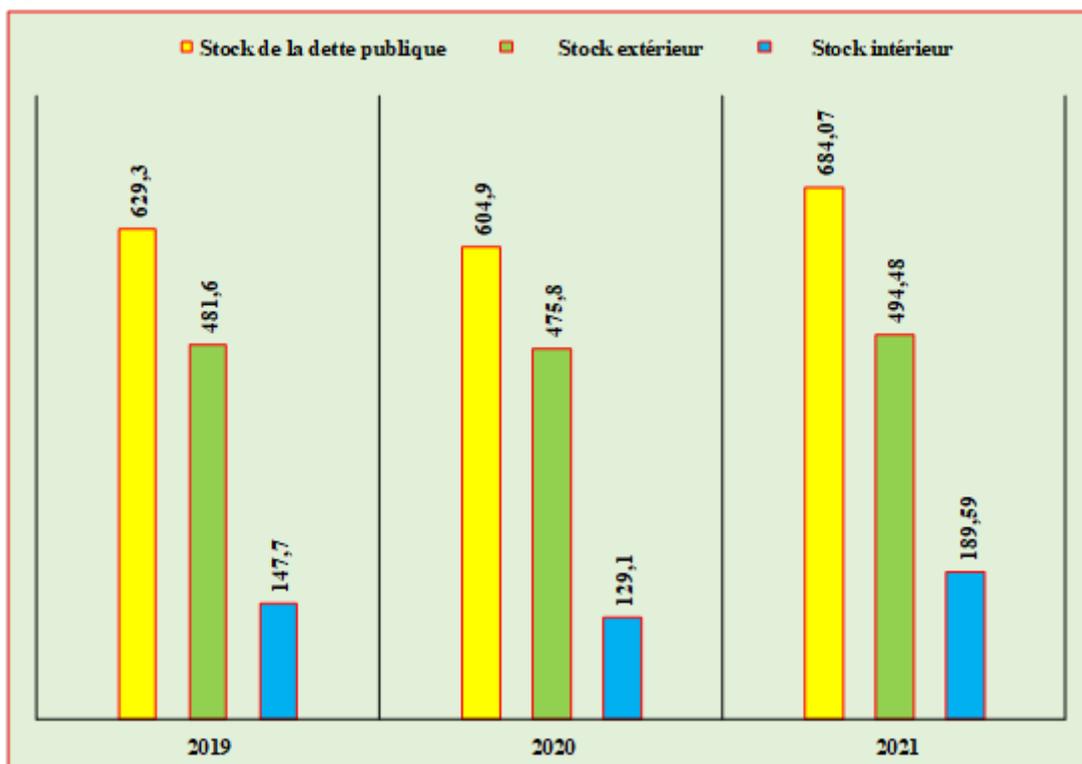
Figure 7 : Évolution du stock de la dette 2019-2021 En milliards de FCFA



Source : DDPE

La figure 8 présente l'évolution du stock de la dette extérieure et intérieure de 2019 à 2021.

Figure 8 : Évolution de la dette Extérieure et de la Dette Intérieure 2019-2021 (En milliards de FCFA)



Source : DDPE

## 2.7-Structure du stock de la dette par devise

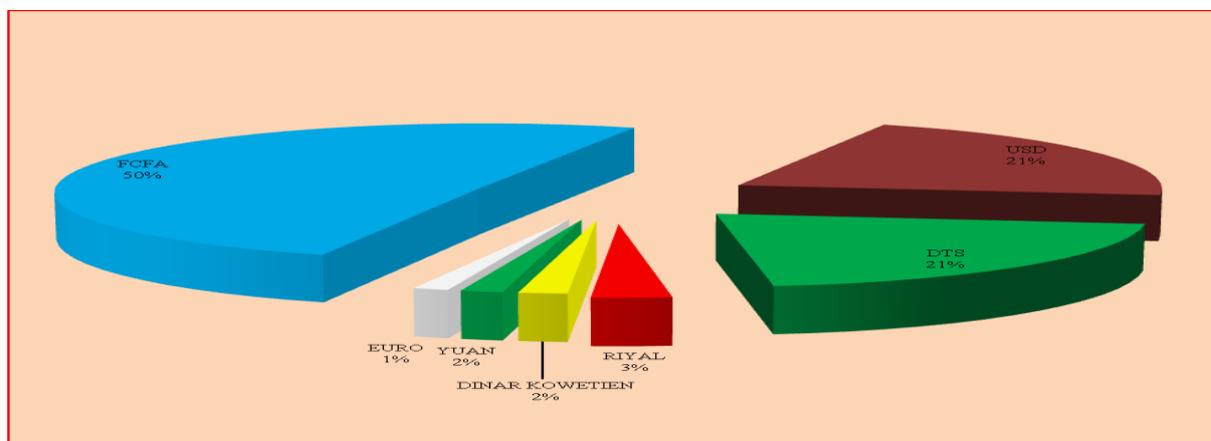
En analysant le stock de la dette publique par devises, il ressort qu'après le Franc CFA qui occupe 50,45% du portefeuille, vient le dollar américain 21,32%, le Droits de Tirages Spéciaux 20,78% et les autres devises. Le tableau ci-dessous met en évidence le stock de la dette par différentes devises.

**Tableau 9 : Volume du stock de la dette publique par devise**

Monnaie	Stock à fin 2020 en Milliards de FCFA	%	Stock à fin 2021 en Milliards de FCFA	%
<b>FCFA</b>	307,43	50,82	345,08	50,45
<b>USD</b>	146,56	24,23	145,82	21,32
<b>DTS</b>	100,94	16,69	142,16	20,78
<b>RIYAL</b>	18,57	3,07	19,79	2,89
<b>DINAR KOWETIEN</b>	12,09	2,00	12,09	1,77
<b>YUAN</b>	10,37	1,71	10,37	1,52
<b>EURO</b>	9,01	1,49	8,76	1,28
<b>Total général</b>	<b>604,96</b>	<b>100</b>	<b>684,07</b>	<b>100,00</b>

*Source* : DDPE

**Figure 9 : Répartition du stock de la dette par devise en 2021**



*Source* : DDPE

## III- PARTICIPATIONS ET PORTEFEUILLES DE L'ETAT

L'Etat centrafricain participe dans plusieurs organismes régionaux et internationaux ayant une autonomie de gestion sur la base de contribution des Etats membres. Il est donc nécessaire d'analyser la situation des contributions de l'Etat dans ces organismes tout en présentant la situation de prise des participations de l'Etat dans les sociétés d'Etat et d'Economie Mixte.

### 3.1-Contributions de l'État dues aux organismes internationaux

Au titre de l'exercice budgétaire 2021, la Loi de finances a alloué un montant de **FCFA 3,37 milliards** pour les règlements des contributions de l'Etat Centrafricain auprès des organismes régionaux et internationaux. Seulement, **FCFA 0,63 milliards** ont été effectivement réglés, soit un taux d'exécution de **18,69%** du fait des dépenses liées au COVID 19 et de la situation sécuritaire.

En outre, le Gouvernement ne ménage aucun effort pour consolider tous les arriérés et mettre en place un plan d'apurement.

**Tableau 10 : Situation synthétique et partielle des contributions de l'Etat en 2021 En milliards de FCFA**

	MONTANTS ALLOUES PAR LA LOI DES FINANCES 2021	REGLEMENT	MONTANTS ARRIERES EN FCFA	TAUX D'EXECUTION
Montant	3,37	0,63	42,65	18,69%

*Source : DDPE*

### 3.2- Situation du portefeuille de l'État en 2021

Le portefeuille de l'Etat est constitué d'une part, de l'ensemble des sociétés d'Etat et d'autre part, de la prise de participation de l'Etat dans le capital de certaines sociétés d'économie mixte, ainsi que des sociétés à participation publique et privée .

**Tableau 11 : Situation partielle du portefeuille de l'État en 2020**

**En milliard de FCFA**

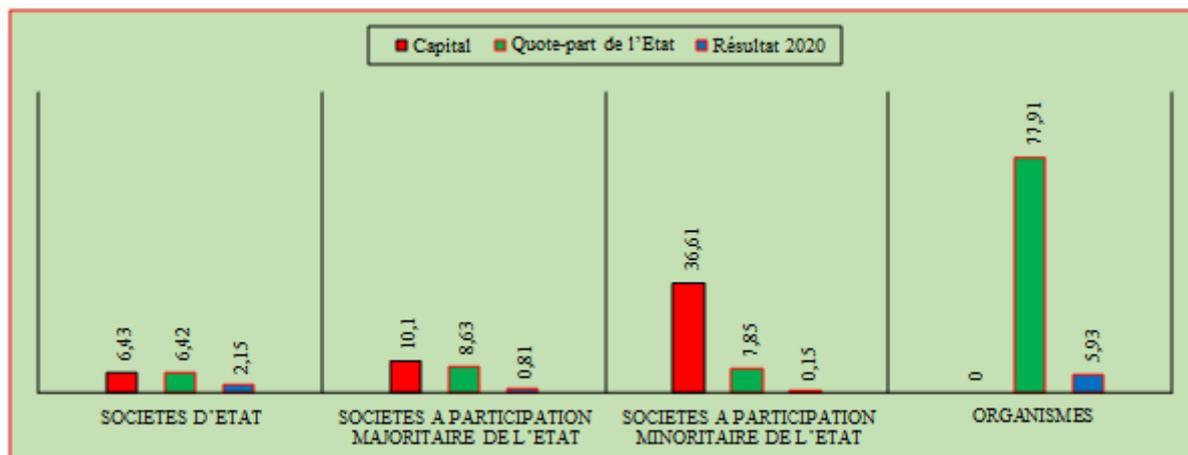
Sociétés et Organismes	Capital	Quote-part de l'Etat	Quote-part en %	Résultat 2020	Dividende/ Etat	Observations
SOCIETES D'ETAT	6,43	6,43	100	2,15	-	Recapitalisation
SOCIETES A PARTICIPATION MAJORITAIRE DE L'ETAT	10,10	8,63	85	0,81	-	Recapitalisation
SOCIETES A PARTICIPATION MINORITAIRE DE L'ETAT	36,61	7,85	21	0,15	-	Recapitalisation & Renforcement fonds propres
ORGANISMES	1 782,63	77,91	4	5,93	0,06	
TOTAL	1 835,78	100,83	5,49	9,05	0,06	

*Source : DDPE*

La gestion des Sociétés à participations de l'Etat en 2020 s'est soldée par un résultat positif de **FCFA 3,11 milliards** dont **FCFA 2,87 milliards** revenant à l'Etat mais non distribué.

Figure 10 : Situation du portefeuille de l'Etat en 2020

En milliards de FCFA



Source : DDPE

### 3.3- Dettes des établissements publics

Au titre de l'exercice budgétaire 2021, la dette accumulée par les établissements publics dégage un total de **FCFA 46,6 milliards**. Le tableau ci-dessous donne le détail en mettant en évidence les différents types de dettes des sociétés d'Etat, des sociétés à participation majoritaire et celles à participation minoritaire de l'Etat.

Tableau 12 : Dettes des établissements publics en 2021

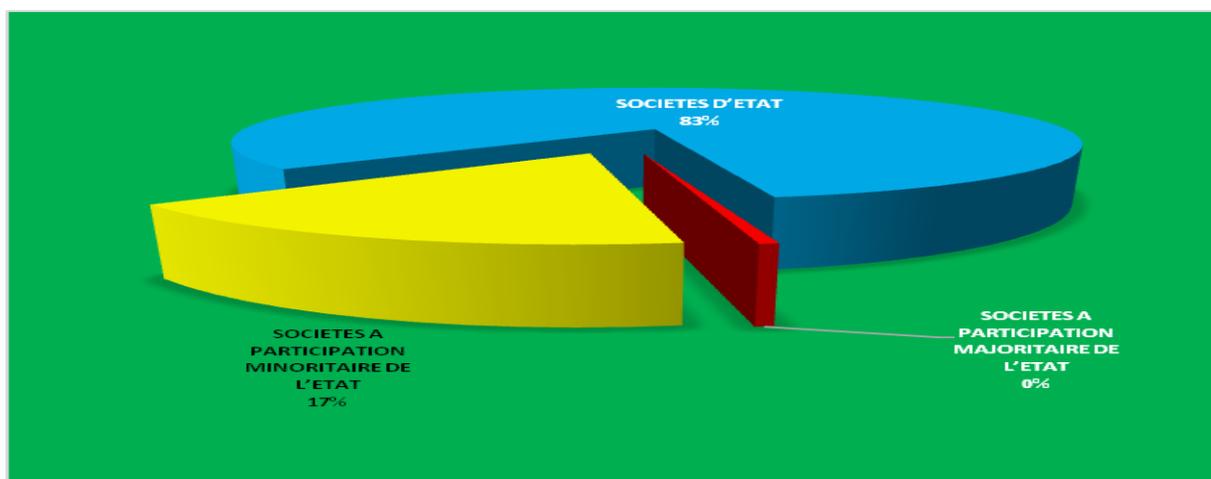
En milliard de FCFA

Sociétés et Organismes	Dettes Fiscales	Dettes Sociales	Dettes Bancaires	Autres* Dettes	Total
Sociétés d'Etat	11,30	13,96	6,54	6,84	38,64
Sociétés à Participation majoritaire de l'Etat	0,10	0,04	0,00	0,10	0,24
Sociétés à participation minoritaire de l'Etat	0,59	0,06	1,48	5,59	7,72
<b>TOTAL</b>	<b>11,99</b>	<b>14,06</b>	<b>8,02</b>	<b>12,53</b>	<b>46,6</b>

Source : DDPE

Figure 11 : Poids de chaque type de dette à fin 2021

En pourcentage

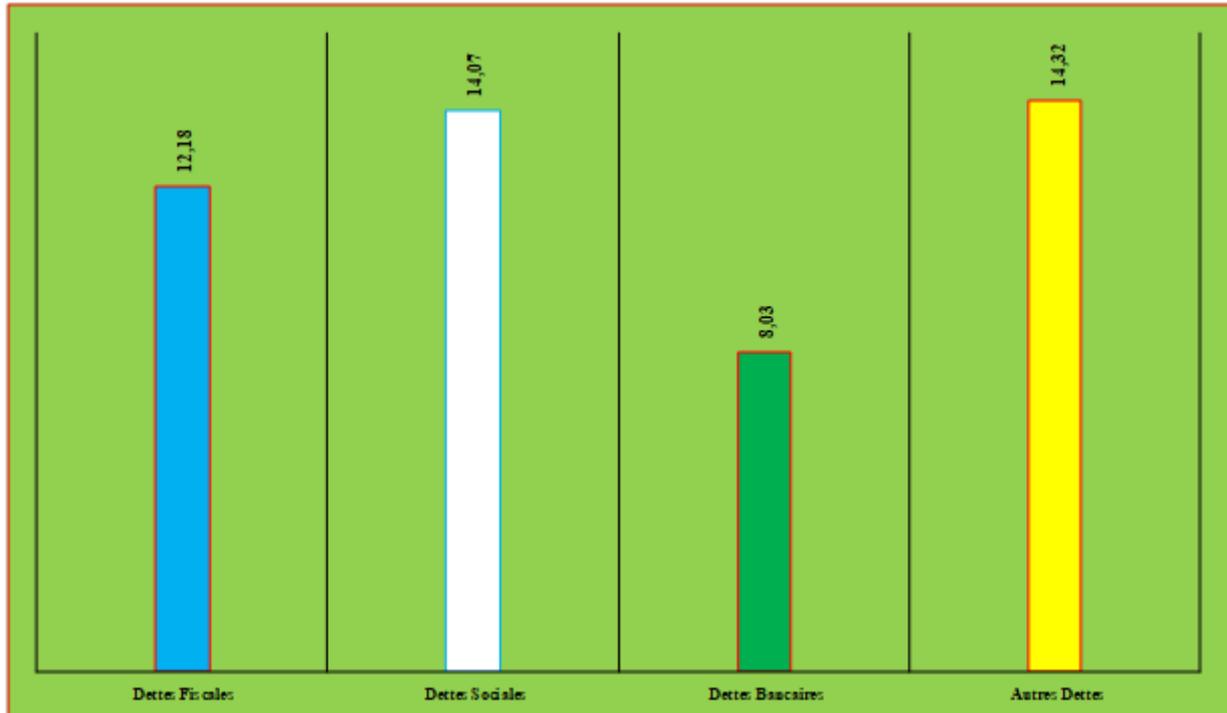


Source : DDPE

Comme mis en évidence par la figure ci-dessus, la dette des Sociétés d'Etat pèse **83%** du total. Elle est composée des dettes sociales (36,1%) et fiscales (29,2%). La dette des Sociétés à participation majoritaire et minoritaire de l'Etat ne représente quant à elle que 17% du total tiré par les autres dettes.

**Figure 12 : Types des dettes des Etablissements publics**

*En Milliards de FCFA*



*Source : DDPE*

### 3.4- Le Partenariat Public-Privé

Le Gouvernement centrafricain cherche à atteindre certaines de ses visions en matière d'équipement et d'investissement via la nouvelle politique du Partenariat Public Privé (PPP). C'est dans cette optique que l'Hôtel du Centre est passé de la société d'Etat au PPP le **08 Août 2020** par la signature d'une convention entre l'Etat et la société BAR-C-EL.

**Tableau 13 : Situation du Partenariat Public Privé**

*En Milliards de FCFA*

NOM DE LA SOCIETE	ACTIONNAIRES	CAPITAL EN MILLIARD DE FCFA	PARTS (%)	DELAIS DES TRAVAUX	PERIODE D'EXPLOITATION
HOTEL DU CENTRE	ETAT CENTRAFRICAIN	0,58	25	12 MOIS	20 ANS
	BA-C-EL	3,33	75		
TOTAL		<b>3,92</b>	<b>100</b>	<b>12 MOIS</b>	<b>20 ANS</b>

*Source: DDPE*

## IV –ANALYSE DES RATIOS ET FORMATIONS

La gestion de la dette publique est l'un des aspects essentiels de la politique budgétaire. A cet effet, une bonne analyse de la viabilité permettrait de prémunir le portefeuille de la dette publique des risques auxquels il peut être exposé.

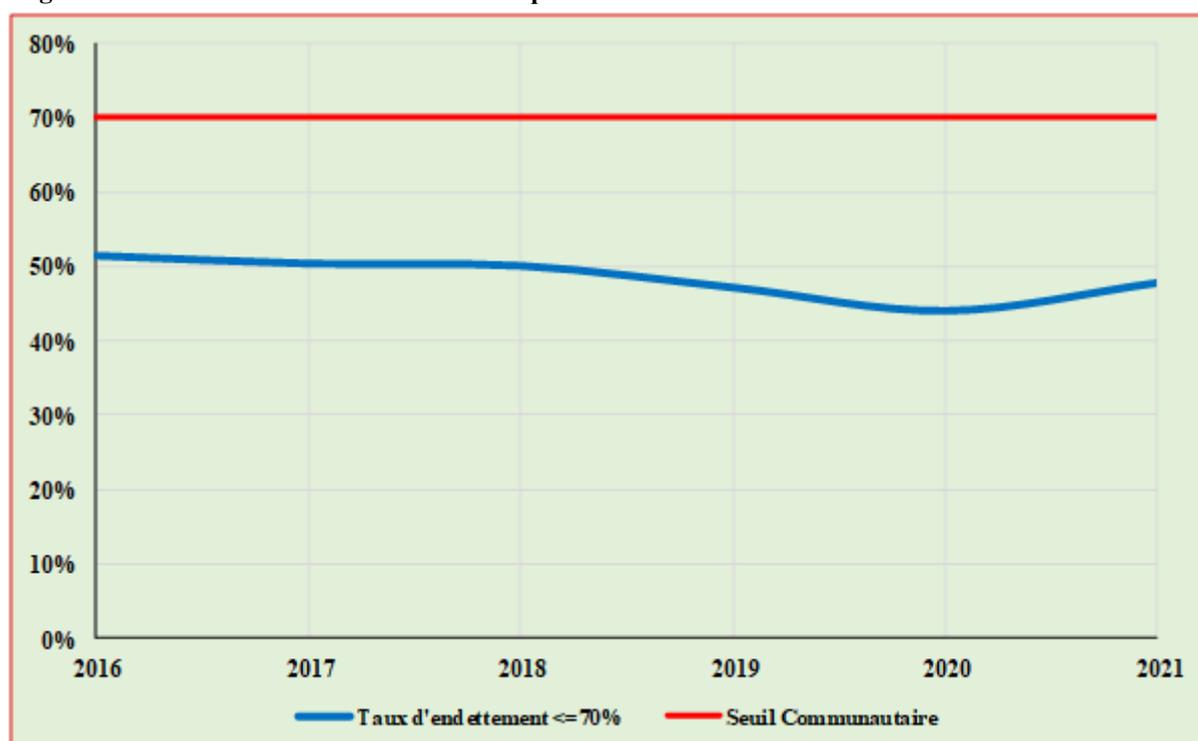
### 4.1 Analyse de la viabilité de la dette publique

L'évolution du stock de la dette publique durant ces dernières années, laisse paraître la réduction progressive du taux d'endettement passant de **51,38%** en 2016 à **44%** en 2020 avant de se relever à 47,80% en 2021. Cette évolution ne dépasse pas le seuil d'endettement fixé par les directives CEMAC qui est de 70% du Produit Intérieur Brut (PIB).

#### 4.1.1- Analyse du taux d'endettement public

Bien que le taux d'endettement du pays n'ait pas dépassé le plafond de 70% du PIB recommandé par la norme régionale, il convient néanmoins de signaler que la nouvelle tendance haussière en 2021 représente un risque potentiel si elle n'est pas maîtrisée.

Figure 13 : Évolution du taux d'endettement public 2016-2021

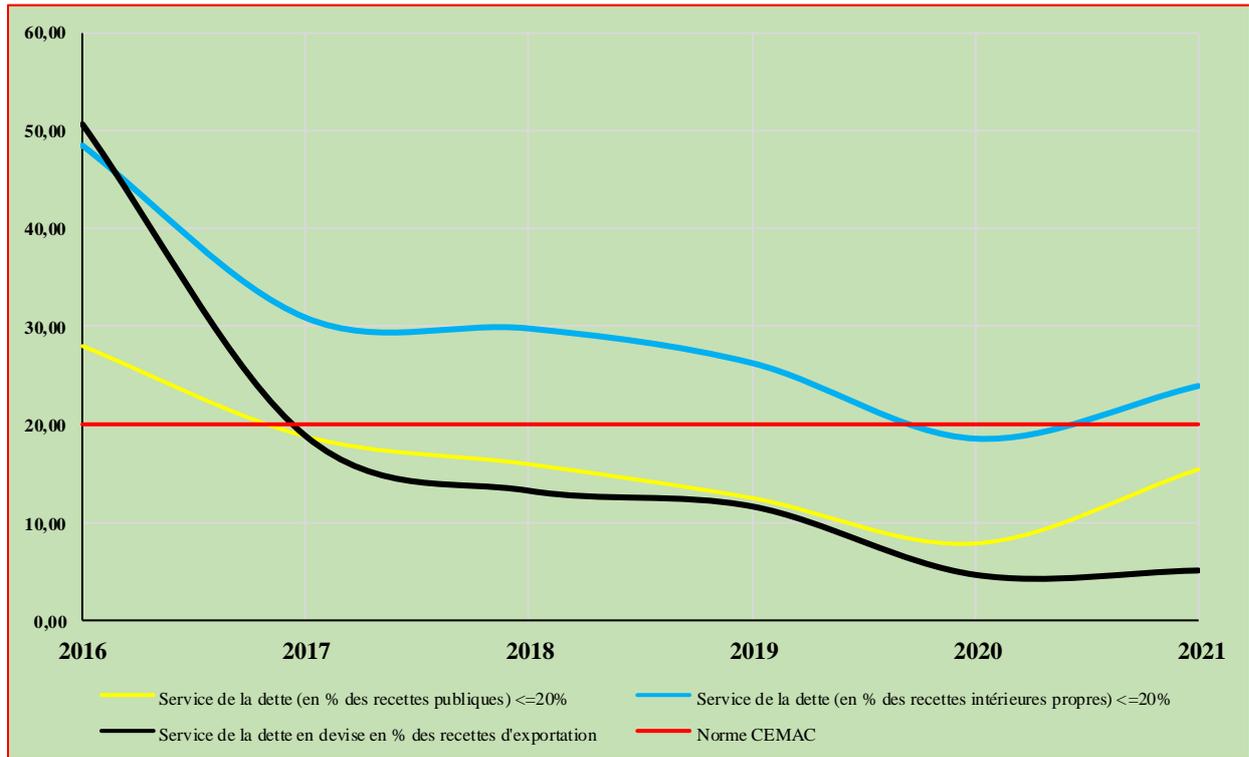


Source : DDPE

#### 4.1.2- Analyse du ratio de solvabilité

La solvabilité d'un Etat se mesure par le rapport entre le service de dette et les recettes publiques. Pour mesurer la capacité hors appui extérieur, celle-ci est calculée par rapport aux recettes intérieures.

Figure 14 : Evolution des ratios de solvabilité 2016-2021



**Source :** DDPE

Il ressort de la figure ci-dessus que les ratios de solvabilité suivent une tendance baissière sur la période 2017 à 2020. La tendance haussière entre les années 2020 et 2021 implique la mise en place d'une politique d'endettement structurée afin d'éviter l'impasse entre la République centrafricaine et ses créanciers.

#### 4.2- Analyse des risques du portefeuille

En finances publiques, un risque est la volatilité (variabilité) des cash-flows nets (recettes moins dépenses) ou de la valeur des éléments d'actif et de passif pour un Etat ou une entreprise. Cela se caractérise par le résultat incertain dû à la volatilité, c'est-à-dire la possibilité que le résultat réalisé diffère du résultat attendu.

Le portefeuille de l'Etat peut être exposé à divers risques parmi lesquels le risque opérationnel, le risque de change, le risque de refinancement, le risque de liquidité, le risque de taux d'intérêt, le risque de crédit etc.

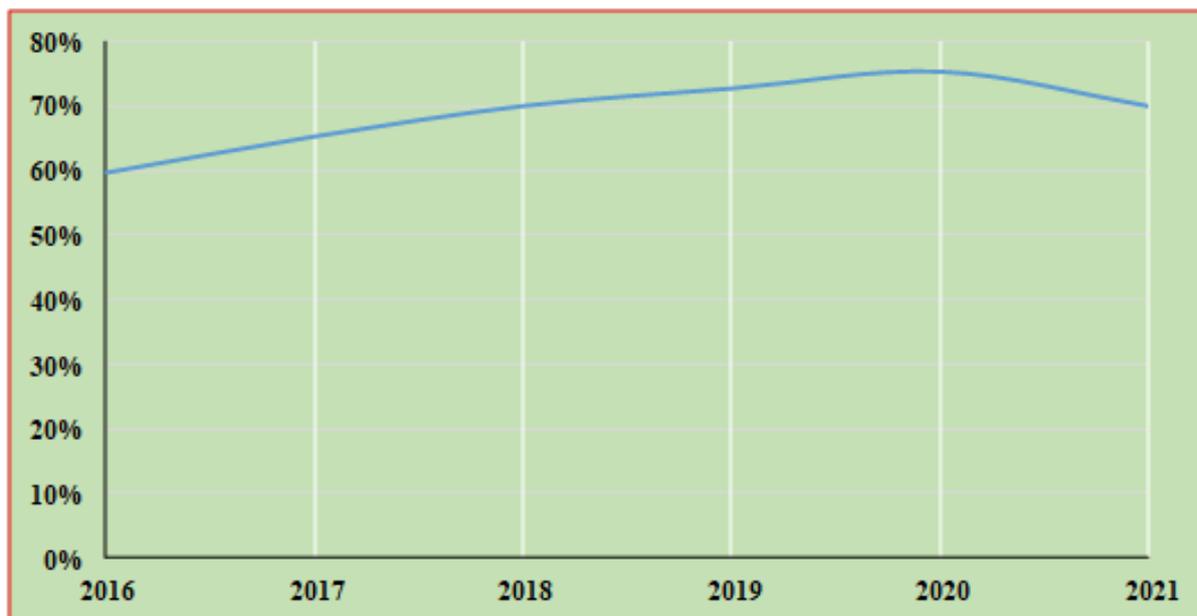
#### 4.2.1- Risque opérationnel

Le risque opérationnel englobe tout ce qui n'est pas risque de marché ni risque de crédit. Dans cette optique, il convient de noter que la Direction de la Dette et du portefeuille de l'Etat fait actuellement face à un réel risque opérationnel dû, notamment au problème de l'enregistrement. En effet, les informations en provenance des autres institutions ne sont pas reçues à temps réel impactant ainsi l'actualisation de la base des données. La sécurité de cette base demeure encore une préoccupation.

#### 4.2.2- Risque de taux de change

Au titre de l'exercice budgétaire 2021, la part de la dette publique exposée aux fluctuations du taux de change est de **70%**. Elle est donc en nette baisse comparées aux deux exercices budgétaires antérieurs.

Figure 15 : Évolution de la dette exposée aux fluctuations du taux de change 2016-2021



Source : DDPE

Le service de la dette en devise, en pourcentage des recettes d'exportation, ne cesse de décroître depuis l'exercice budgétaire 2016, jusqu'à l'exercice 2021.

D'une manière générale, le portefeuille de la dette publique est relativement moins exposé au risque de change, car la majeure partie de la dette publique est libellée en monnaie locale. Au

cours des trois dernières années, la dette libellée en devise est en moyenne en dessous de 10% du montant des exportations.

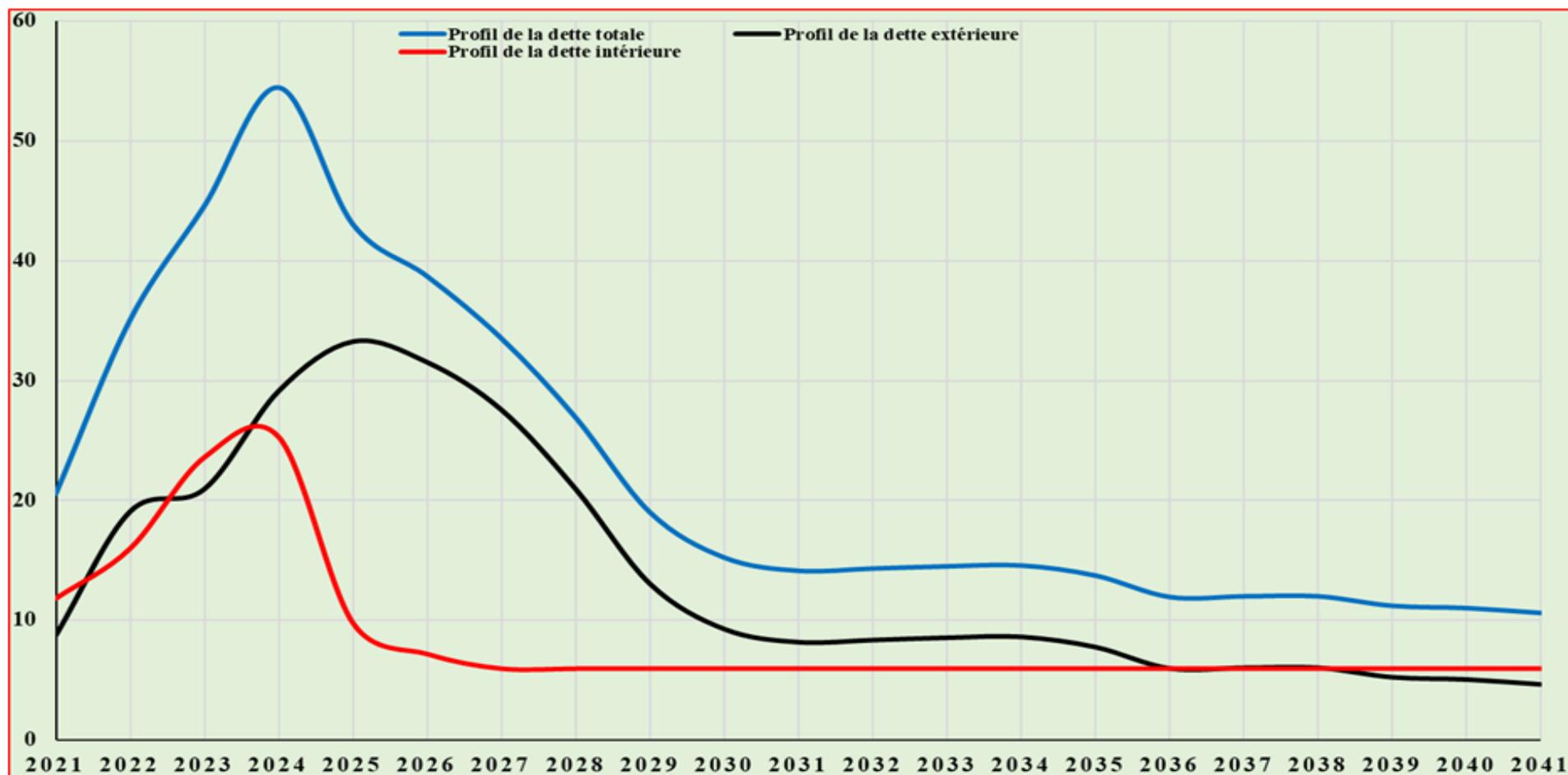
#### **4.2.3- Analyse de profil de la dette**

Pour mieux appréhender le risque de liquidité auquel le pays peut faire face, il est nécessaire de présenter le profil de remboursement de service de la dette.

En 2023, la RCA fera face à un réel risque de liquidité comme l'indique la figure ci-dessous. Celui-ci peut perdurer jusqu'à 2027. Ainsi, il est urgent de formuler une politique fiscale tendant à élargir l'assiette fiscale indispensable pour augmenter les ressources propres et envisager la restructuration de la dette extérieure.

Figure 16 : Projection du profil de remboursement de la dette (principal) 2022-2041

En milliards de FCFA

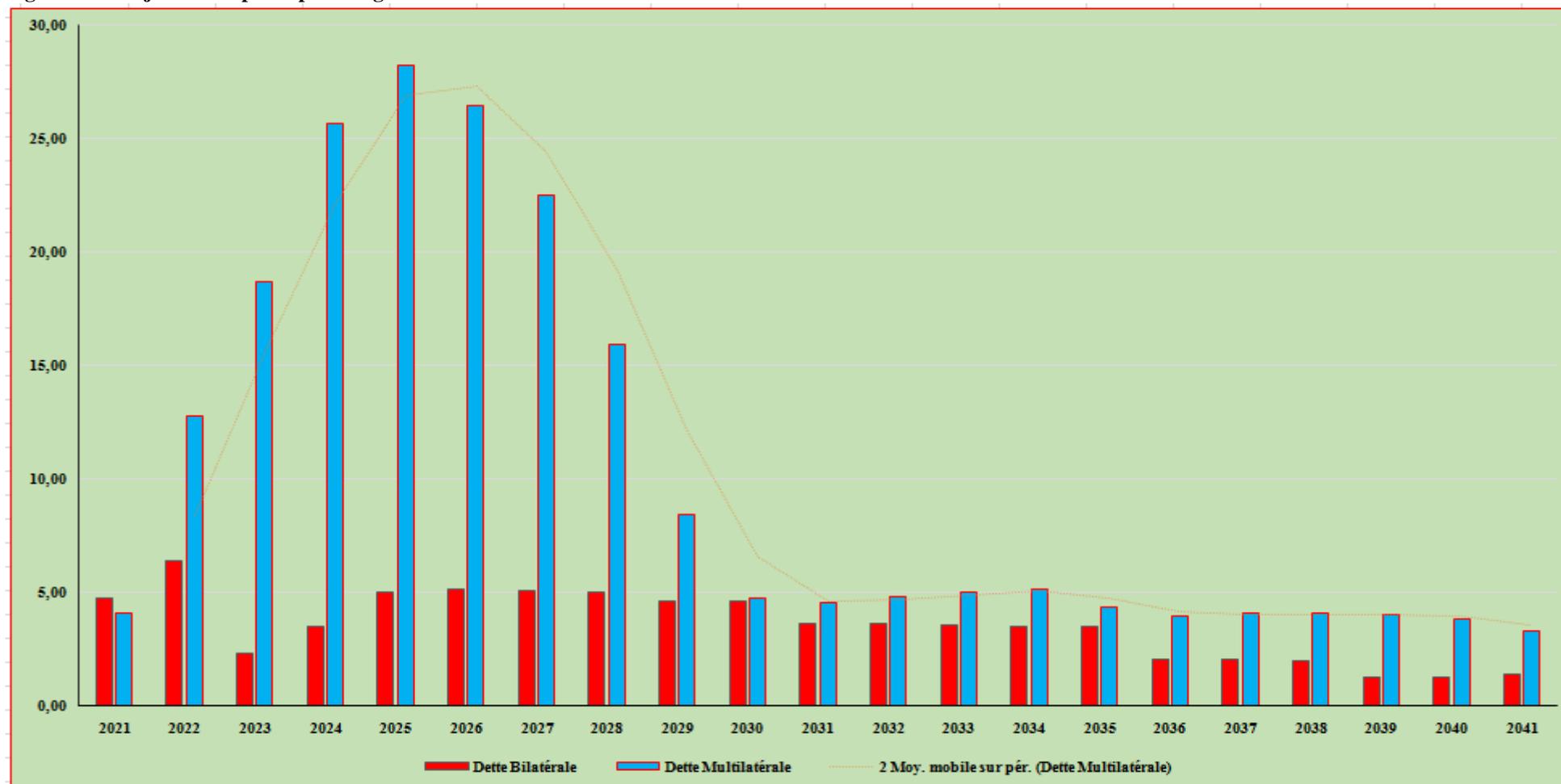


Source : DDPE

Des réels problèmes de tension de trésorerie se poseront à partir des périodes sus indiquées, il est donc prudent de relancer rapidement les négociations de la dette afin d'éviter l'éventualité de cessation de paiement. La négociation avec les créanciers de la RCA doit davantage être orientée sur la dette extérieure couvrant les périodes allant de 2023 à 2028.

Figure 17 : Projection du profil par catégorie de dette 2022-2041

En milliards de FCFA

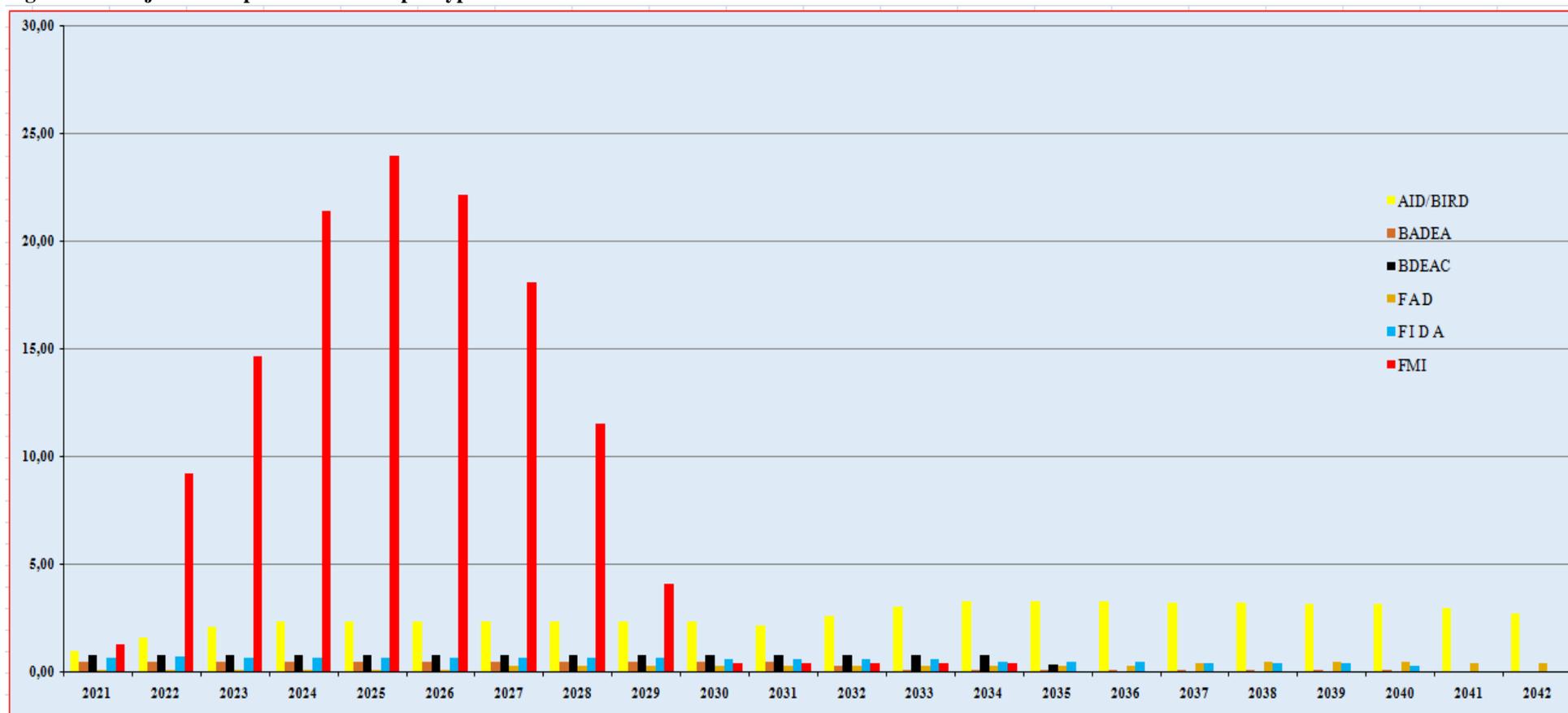


Source : DDPE

De cette projection, la dette des partenaires multilatéraux expose le profil à partir de 2023 à 2028. Il est urgent de relancer les procédures de renégociation de dette de ces créanciers afin d'éviter des tensions de trésorerie pouvant être engendrées par leur règlement.

Figure 18 : Projection du profil de la dette par type de créancier 2022-2041

En milliards de FCFA



Source : DDPE

De cette projection, il ressort que c'est la dette du FMI qui déclenchera la tension de trésorerie à partir de l'année 2022 avec un pic en 2025 jusqu'à l'année 2028. La négociation et renégociation de cette dette est l'une des actions à prendre en compte pour éviter de graves tensions de trésorerie durant les périodes sus-indiquées. L'élargissement de l'assiette fiscale est aussi l'une des possibilités à entreprendre.

### **4.3- Renforcement des capacités et formations**

Les cadres de la DDPE ont suivi plusieurs formations en visioconférence durant l'exercice budgétaire 2021. Celles-ci ont beaucoup contribué au renforcement de leurs capacités sur les outils, techniques et nouvelles conditions de fonctionnement du marché financier. Les différents thèmes sur lesquels portent ces formations méritent d'être rappelés.

#### **Thème 1: « Conception de cadre de coordinations des émissions des titres publics du 08 au 19 février 2021 ».**

Ce thème vise à mettre en place un cadre de coordination des émissions des Valeurs du Trésor dans le but d'harmoniser les pratiques d'émission des titres publics sur le marché des valeurs de la CEMAC. Les principales questions qui étaient abordées se déclinent de la manière suivante : la coordination des émissions des Titres publics de la CEMAC, la préparation et la gestion du calendrier régional d'émission, la standardisation du marché et les relations avec les bailleurs.

Les principaux résultats attendus dans cette formation étaient :

- une meilleure amélioration de la coordination des émissions des Trésors publics ;
- une harmonisation des pratiques d'émission.

#### **Thème 2 : « La mise en œuvre de la stratégie de dette du 22 au 31 mars 2021»**

Cette thématique a pour objectif d'améliorer les connaissances des participants sur la démarche de mise en œuvre de la stratégie de dette. L'introduction d'un nouvel outil analytique développé par le FMI et la Banque Mondiale peut guider les pays à préparer un calendrier d'émission des titres publics qui tient compte des objectifs de la stratégie de la dette retenue.

Les principaux résultats attendus étaient :

- une bonne maîtrise de la stratégie de la dette;
- une bonne maîtrise des outils analytiques développés par la Banque Mondiale et le FMI.

**Thème 3 : Examen des projets d'instructions relatives aux nouvelles opérations du marché des valeurs du Trésor de la CEMAC : facteurs clés de succès de la réforme. Le 01 septembre 2021.**

Par visioconférence, un séminaire s'est tenu à Yaoundé dans le but de rappeler les récentes réformes relatives aux aspects réglementaires du marché des valeurs du Trésor de la CEMAC, de présenter les avantages attendus du nouveau corpus réglementaire dudit marché suivi des pré requis pour la réussite de la mise en œuvre des réformes de ce nouveau cadre réglementaire.

Un accent a été mis sur les pré requis exigés aux acteurs du marché pour bénéficier des avantages (Trésor, SVT, Investisseurs) du marché des valeurs de la CEMAC. Ces conditions se présentent ainsi qu'il suit :

- ✓ améliorer la communication avec les acteurs du marché ;
- ✓ réorganiser les services du Trésor ;
- ✓ renforcer les capacités humaines en quantité et surtout en qualité (les profils recommandés sont : - Ingénieurs financiers/Analystes financiers, - Auditeurs, - Comptables, - Economistes/Statisticiens, - Spécialiste en communication des institutions.

#### **Thème 4 : « Sensibilisation des acteurs du marché des valeurs du trésor de la CEMAC du 28 Décembre 2021 »**

Cette sensibilisation, organisée par la BEAC via CRCT a visé principalement la préparation et l'information des acteurs sur les changements qui interviendront dans la préparation et l'organisation des émissions. En outre, elle a permis de poursuivre la sensibilisation sur les nouvelles instructions adoptées par le Conseil de surveillance de la CRCT et discuter des volets organisationnels et budgétaires du Cadre de concertation des Trésors de la CEMAC.

**Tableau 14 : Récapitulatif des formations au cadre de la DDPE en 2021.**

<b>Thèmes</b>	<b>Dates</b>	<b>Objectifs</b>
Conceptions de cadre de coordinations des émissions des titres publics	8 au 19/02/2021	Harmoniser les pratiques d'émission
La mise en œuvre de la stratégie de dette	22 au 31 /03/2021	1- Améliorer les connaissances sur la démarche de mise en œuvre de la stratégie de dette retenue. 2- Introduire un nouvel outil analytique développé par le FMI et la Banque mondiale pour guider les pays à préparer un calendrier d'émission de titres publics
Examen des projets d'instructions relatives aux nouvelles opérations du marché des valeurs du Trésor de la CEMAC : facteurs clés de succès de la réforme	01/09/2021	1- Améliorer la communication avec les acteurs du marché. 2- Réorganiser les services du Trésor. 3-Renforcer les capacités humaines en quantité
Sensibilisation des acteurs du marché des valeurs du trésor de la CEMAC	28/12/ 2021	Appliquer des nouveaux plannings d'organisation des émissions

## CONCLUSION

L'exercice budgétaire 2021 est soldé par un stock de la dette publique de **FCFA 684,1 Milliards** contre **FCFA 605 Milliards** un an plutôt. Ceci fait augmenter le taux d'endettement public passant de **44,1%** en 2020 à **47,80%** en 2021. Cette hausse a été largement influencée par l'allocation DTS du FMI (FCFA 35 milliards), les émissions des titres publics (FCFA 48,78 milliards) et les tirages sur les ressources du FMI (FCFA 18,55 milliards).

La poursuite des allègements, pour juguler les effets de la pandémie de COVID 19, s'est soldée par un gain de FCFA **4,2 Milliards** dont **FCFA 2,4 Milliards** de dettes exemptées et **FCFA 1,8 Milliard** de services rééchelonnés. Des efforts ont été déployés par l'autorité monétaire pour l'implication effective de la RCA sur le marché financier et sa sortie du cercle vicieux du revolving.

Malgré la hausse du taux d'endettement de **8,4%** à la fin de l'exercice budgétaire 2021 (47,80% en 2021 contre 44,1% en 2020), il convient néanmoins de noter qu'il est toujours en dessous du seuil recommandé par la norme Communautaire. Par ailleurs, la stratégie mise en place par le Gouvernement pour promouvoir le financement intérieur via l'élargissement de l'assiette fiscale, a rendu possible les actions en faveur des petites et moyennes entreprises à travers la politique de la promotion de l'entrepreneuriat national.

En outre, la projection du profil de remboursement de la dette alerte sur un réel risque de liquidité et de refinancement, à partir de 2023 jusqu'à 2028. C'est le service de la dette multilatérale, notamment celui du FMI qui accentuera ces risques. Il importe de formuler des politiques budgétaires capables d'anticiper cette situation afin d'éviter de graves tensions de trésorerie que peuvent subir les finances publiques à partir de l'année 2023.

Par ailleurs, les engagements de contribution et de prises des actions du Gouvernement non honorés vis-à-vis des organismes internationaux, font perdre certaines prérogatives et avantages en termes de renforcement de capacités dans le cadre du développement humain et la prise de parole dans les assises internationales, d'où nécessité d'une action en faveur de la mise en place d'un plan d'apurement.

Bien que la gestion de la dette publique soit l'une des grandes priorités du pays, il faut néanmoins signaler que la DDPE qui est la structure en charge de cette gestion continue de faire face à plusieurs défis parmi lesquels : (i) la dotation en moyens conséquent de travail, (ii)

l'appropriation du logiciel de gestion de la dette (SYGADE), (iii) la formation et la motivation du personnel.

Ainsi, pour assurer la bonne stratégie en matière de gestion de la dette publique, il importe pour l'Etat de :

- élargir l'assiette fiscale pour augmenter les recettes propres du pays ;
- contracter des dettes à impact positif sur la croissance économique du pays ;
- affecter les cadres compétents et motivés à la DDPE ;
- stabiliser et motiver (prime pour les travaux spéciaux) le personnel de la DDPE ;
- ériger la DDPE en une Direction Générale conformément à la hauteur de la mission assignée.

# ANNEXES

**ANNEXE 1 : STOCK DE LA DETTE EN 2021**

*(CHIFFRE EN MILLIARD DE FCFA)*

<b>Libellé</b>	<b>Trimestre 1</b>	<b>Trimestre 2</b>	<b>Trimestre 3</b>	<b>Trimestre 4</b>
<b>Extérieur</b>	<b>499,45</b>	<b>497,64</b>	<b>495,31</b>	<b>494,49</b>
<b>Bilatérale</b>	<b>202,11</b>	<b>200,21</b>	<b>199,85</b>	<b>199,33</b>
ARABIE SAOUDITE	18,57	18,57	18,57	19,79
ARGENTINE	19,42	19,42	19,42	19,42
ASSISTANCE PUBLIQUE	0,00	0,00	0,00	0,00
BANQUE POSTALE	0,50	0,41	0,33	0,41
CHINE	10,37	10,37	10,37	10,37
CONGO	7,29	5,46	5,46	3,64
CT-CONSOLIDES	0,44	0,44	0,44	0,44
FRANCE	0,00	0,00	0,00	0,00
FRANCE (Autres)	0,00	0,00	0,00	0,00
GUINEE EQUATORIALE	3,59	3,59	3,59	3,59
INDE	26,12	26,12	26,12	26,12
IRAK	2,74	2,74	2,74	2,74
KOWEIT	12,09	12,09	12,09	12,09
LYBIE	8,13	8,13	8,13	8,13
SERBIE MONTENEGRO	2,55	2,55	2,28	2,28
TAIWAN	89,27	89,27	89,27	89,27
TELCO BG	0,00	0,00	0,00	0,00
UAPT	1,06	1,06	1,06	1,06
<b>Multilatérale</b>	<b>297,34</b>	<b>297,43</b>	<b>295,46</b>	<b>295,15</b>
AID/BIRD	80,48	81,29	81,23	81,48
BADEA	5,99	5,99	6,02	5,78
BDEAC	6,93	6,91	6,83	6,69
Contribution Oi	0,00	0,00	0,00	0,00
FAD	9,54	9,55	9,55	9,55
FIDA	10,73	10,71	10,54	10,37
FMI FEC	177,91	177,23	175,53	175,53
OFID	5,76	5,76	5,76	5,76
<b>INTERIEUR</b>	<b>128,79</b>	<b>142,24</b>	<b>154,81</b>	<b>189,59</b>
<b>Intérieur</b>	<b>128,79</b>	<b>142,24</b>	<b>154,81</b>	<b>189,59</b>
Arriérés non ordonnances validés	0,00	0,00	0,00	0,00
FMI (DTS)	0,00	0,00	0,00	35,00
Autres arriérés sociaux	1,96	1,64	1,13	0,00
Autres dettes	2,40	2,40	1,93	1,93
BEAC	80,48	80,48	80,48	80,48
Banques commerciales	0,34	0,17	0,00	0,00
Contribution GABAC	0,24	0,18	0,12	0,06
Dettes cciales fournisseurs	0,27	0,27	0,27	0,27
Dettes croisées	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes sociales	17,80	17,80	17,79	15,26
EMIS.TITRES.BONS	9,50	11,50	10,00	7,50
EMIS.TITRES OBLIGATIONS	15,81	27,81	43,08	49,08
<b>Total général</b>	<b>628,24</b>	<b>639,88</b>	<b>650,12</b>	<b>684,07</b>

**ANNEXE 2 : EVOLUTION DES ARRIERES EN 2021**

*(CHIFFRE EN MILLIARDS DE FCFA)*

<b>Arriérés</b>	<b>Arriérés à fin mars</b>	<b>Arriérés à fin Juin</b>	<b>Arriérés à fin Sept.</b>	<b>Arriérés à fin Dec.</b>
<b>Dettes extérieures</b>	<b>130,39</b>	<b>130,39</b>	<b>130,39</b>	<b>130,39</b>
<b>Bilatéraux</b>	<b>124,63</b>	<b>124,63</b>	<b>124,63</b>	<b>124,63</b>
Taiwan	89,27	89,27	89,27	89,27
Argentine	19,42	19,42	19,42	19,42
Libye	8,13	8,13	8,13	8,13
Guinée Equatoriale	3,59	3,59	3,59	3,59
Irak	2,74	2,74	2,74	2,74
Autres France	0,00	0,00	0,00	0,00
CTC	0,44	0,44	0,44	0,44
UAPT	1,06	1,06	1,06	1,06
<b>Multilatéral</b>	<b>5,76</b>	<b>5,76</b>	<b>5,76</b>	<b>5,76</b>
OFID	5,76	5,76	5,76	5,76
<b>Dettes Intérieures</b>	<b>22,42</b>	<b>22,10</b>	<b>21,12</b>	<b>17,46</b>
Commerciale	0,27	0,27	0,27	0,27
Dettes sociales et autres	22,15	21,83	20,85	17,19
<b>Total</b>	<b>152,82</b>	<b>152,49</b>	<b>151,52</b>	<b>147,85</b>

*Source : DDPE*

### ANNEXE 3 : SITUATION DES ENCOURS ET DES ARRIERES EN 2021

(CHIFFRE EN MILLIARDS DE FCFA)

Libellé	Arriérés à fin mars	Arriérés à fin Juin	Arriérés à fin Sept.	Arriérés à fin Dec.
<b>Dettes publiques totales</b>	<b>628,24</b>	<b>639,88</b>	<b>650,12</b>	<b>684,07</b>
Encours	475,43	487,39	498,60	536,22
Arriérés	152,82	152,49	151,52	147,85
<b>Dettes extérieures</b>	<b>499,45</b>	<b>497,64</b>	<b>495,31</b>	<b>494,49</b>
Encours	369,06	367,25	364,92	364,09
Arriérés	130,39	130,39	130,39	130,39
<b>Dettes bilatérales</b>	<b>202,11</b>	<b>200,21</b>	<b>199,85</b>	<b>199,33</b>
Encours	77,48	75,58	75,22	74,70
Arriérés	124,63	124,63	124,63	124,63
<b>Dettes multilatérales</b>	<b>297,34</b>	<b>297,43</b>	<b>295,46</b>	<b>295,15</b>
Encours	291,58	291,67	289,70	289,39
Arriérés	5,76	5,76	5,76	5,76
<b>Dettes intérieures</b>	<b>128,79</b>	<b>142,24</b>	<b>154,81</b>	<b>189,59</b>
Encours	106,37	120,14	133,69	172,13
Arriérés	22,42	22,10	21,12	17,46

Source : DDPE

### ANNEXE 4 : SITUATION DES DECAISSEMENTS EN 2021

Chiffres en millions de FCFA

Libellé	Arriérés à fin mars	Arriérés à fin Juin	Arriérés à fin Sept.	Arriérés à fin Dec.	Total
AID/BIRD	5,59	0,57	0,31	0,00	<b>6,48</b>
FIDA	0,00	0,10	0,00	0,00	<b>0,10</b>
Arabie Saoudite	0,00	0,00	0,00	1,22	<b>1,22</b>
BADEA	0,00	0,00	0,00	0,00	<b>0,00</b>
FMI FEC	18,55	0,00	0,00	0,00	<b>18,55</b>
FMI (DTS)	0,00	0,00	0,00	35,00	<b>35,00</b>
OTA	0,00	12,00	15,28	6,00	<b>33,28</b>
BTA	5,50	6,00	4,00	0,00	<b>15,50</b>
<b>Total</b>	<b>29,65</b>	<b>18,67</b>	<b>19,59</b>	<b>42,22</b>	<b>110,13</b>

Source : DDPE

## ANNEXE 5 : SITUATION DU SERVICE DES DETTES DUS EN 2021

### Service de la dette hors COVID 19

Chiffres en milliards de FCFA

	Arriérés à fin mars 1	Arriérés à fin Juin	Arriérés à fin Sept.	Arriérés à fin Dec.	Total
<b>Dettes extérieures</b>	<b>0,8</b>	<b>4,8</b>	<b>2,5</b>	<b>4,9</b>	<b>13,0</b>
<b>Bilatérale</b>	<b>0,5</b>	<b>3,0</b>	<b>0,5</b>	<b>2,4</b>	<b>6,4</b>
Principal	0,4	2,8	0,4	2,3	5,8
Intérêt	0,2	0,2	0,2	0,2	0,7
<b>Multilatérale</b>	<b>0,2</b>	<b>1,8</b>	<b>1,9</b>	<b>2,5</b>	<b>6,5</b>
Principal	0,1	1,4	1,8	2,1	5,4
Intérêt	0,1	0,4	0,1	0,4	1,1
<b>Dettes intérieures</b>	<b>6,1</b>	<b>4,6</b>	<b>6,1</b>	<b>4,6</b>	<b>21,3</b>
Principal	5,6	4,1	5,6	4,1	19,2
Intérêt	0,5	0,5	0,5	0,5	2,1
<b>Totale</b>	<b>6,9</b>	<b>9,3</b>	<b>8,6</b>	<b>9,5</b>	<b>34,3</b>
Principal	6,0	8,2	7,7	8,4	30,4
Intérêt	0,8	1,1	0,8	1,1	3,9

Source : DDPE

### Service de la dette avec allègement COVID 19

Chiffres en milliards de FCFA

	Arriérés à fin mars	Arriérés à fin Juin	Arriérés à fin Sept.	Arriérés à fin Dec.	Total
<b>Dettes extérieures</b>	<b>0,6</b>	<b>3,1</b>	<b>0,6</b>	<b>4,5</b>	<b>8,8</b>
<b>Bilatérale</b>	<b>0,4</b>	<b>2,0</b>	<b>0,4</b>	<b>2,0</b>	<b>4,7</b>
Principal	0,4	1,9	0,4	1,9	4,5
Intérêt	0,0	0,1	0,0	0,1	0,2
<b>Multilatérale</b>	<b>0,2</b>	<b>1,1</b>	<b>0,2</b>	<b>2,5</b>	<b>4,1</b>
Principal	0,1	0,7	0,1	2,1	3,0
Intérêt	0,1	0,4	0,1	0,4	1,1
<b>Dettes intérieures</b>	<b>6,1</b>	<b>4,6</b>	<b>6,1</b>	<b>4,6</b>	<b>21,3</b>
Principal	5,6	4,1	5,6	4,1	19,2
Intérêt	0,5	0,5	0,5	0,5	2,1
<b>Totale</b>	<b>6,7</b>	<b>7,7</b>	<b>6,7</b>	<b>9,1</b>	<b>30,1</b>
Principal	6,0	6,6	6,0	8,0	26,8
Intérêt	0,6	1,0	0,6	1,0	3,4

Source : DDPE

## ANNEXE 6 : SITUATION DES REGLEMENTS EN 2021

*Chiffres en millions de FCFA*

	Arriérés à fin mars	Arriérés à fin Juin	Arriérés à fin Sept.	Arriérés à fin Dec.	Total
<b>Dette extérieure</b>	<b>0,6</b>	<b>2,3</b>	<b>1,1</b>	<b>2,6</b>	<b>6,6</b>
<b>Bilatérale</b>	<b>0,4</b>	<b>2,0</b>	<b>0,4</b>	<b>1,8</b>	<b>4,6</b>
Principal	0,4	1,9	0,4	1,8	4,5
Intérêt	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1
<b>Multilatérale</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,7</b>	<b>0,7</b>	<b>2,0</b>
Principal	0,1	0,2	0,4	0,5	1,2
Intérêt	0,1	0,1	0,4	0,2	0,8
<b>Dette intérieure</b>	<b>6,7</b>	<b>6,4</b>	<b>9,3</b>	<b>10,2</b>	<b>32,6</b>
Principal	5,8	4,6	6,7	8,7	25,8
Intérêt	0,8	1,8	2,6	1,5	6,7
<b>Totale</b>	<b>7,3</b>	<b>8,7</b>	<b>10,4</b>	<b>12,8</b>	<b>39,2</b>
Principal	6,4	6,7	7,4	11,1	31,5
Intérêt	0,9	2,0	3,0	1,7	7,7

*Source : DDPE*

**ANNEXE 7 : ENCOURS DE LA DETTE BUDGETAIRE BRUE DU GOUVERNEMENT  
PAR TRIMESTRE 2021**

Chiffres en millions de FCFA

Libellé	2020Q1	2020Q2	2020Q3	2020Q4
<b>Par échéance et type d'instrument:</b>				
<b>Court terme par échéance original</b>	<b>5 500,00</b>	<b>5 500,00</b>	<b>10 000,00</b>	<b>7 500,00</b>
Monnaie et dépôts				
Titres de Dette	5 500,00	5 500,00	10 000,00	7 500,00
Prêts				
Assurances, pensions et systèmes standardisés de garantie				
Autres comptes à payer				
<b>Long terme, par échéance original:</b>	<b>622 744,77</b>	<b>634 378,68</b>	<b>640 118,29</b>	<b>676 572,45</b>
<b>Avec paiements à échoir dans un an ou moins:</b>	<b>4 000,00</b>	<b>9 337,53</b>	<b>26 614,76</b>	<b>27 591,10</b>
Monnaie et dépôts				
Titres de Dette	466,34	1 380,63	7 491,82	6 217,91
Prêts	3 533,66	7 956,90	19 122,94	21 373,19
Assurances, pensions et systèmes standardisés de garantie				
Autres comptes à payer				
<b>Avec paiements à échoir dans plus d'un an:</b>	<b>618 744,77</b>	<b>625 041,15</b>	<b>613 503,54</b>	<b>648 981,35</b>
Droits de Tirage spéciaux (DTS)	0,00	0,00	0,00	35 000,00
Monnaie et dépôts	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres de Dette	16 148,45	32 597,70	35 591,39	42 865,30
Prêts	579 953,85	570 127,98	556 572,68	553 438,59
Assurances, pensions et systèmes standardisés de garantie	2 395,01	2 395,01	1 929,00	1 929,00
Autres comptes à payer	20 247,46	19 920,46	19 410,46	15 748,46
<b>Dettes brutes totales</b>	<b>628 244,77</b>	<b>639 878,68</b>	<b>650 118,29</b>	<b>684 072,45</b>
<b>Droits de Tirage spéciaux (DTS)</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>35 000,00</b>
<b>Monnaie et dépôts</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Titres de Dette</b>	<b>22 114,79</b>	<b>39 478,33</b>	<b>53 083,21</b>	<b>56 583,21</b>
<b>Prêts</b>	<b>583 487,51</b>	<b>578 084,88</b>	<b>575 695,62</b>	<b>574 811,78</b>
<b>Assurances, pensions et systèmes standardisés de garantie</b>	<b>2 395,01</b>	<b>2 395,01</b>	<b>1 929,00</b>	<b>1 929,00</b>
<b>Autres comptes à payer</b>	<b>20 247,46</b>	<b>19 920,46</b>	<b>19 410,46</b>	<b>15 748,46</b>
<b>Par devise:</b>				
Monnaie nationale	325 555,22	336 479,96	347 269,89	380 085,33
Monnaie étrangère	302 689,55	303 398,72	302 848,41	303 987,12
<b>Par résidence du créancier:</b>				
Créanciers internes	306 699,95	319 463,77	330 333,11	365 111,54
Créanciers externes	321 544,82	320 414,91	319 785,18	318 960,91

*Source : DDPE*

## ANNEXE 8 : EVOLUTION DES INDICATEURS

Libellé	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>I- Données Macro-budgétaire en Milliards de FCFA</b>						
<b>Stock de la Dette publique</b>	<b>586,25</b>	<b>605,54</b>	<b>633,43</b>	<b>629,33</b>	<b>604,96</b>	<b>684,07</b>
Dette extérieure	379,52	426,61	471,24	481,62	475,82	494,49
Dette intérieure	206,73	178,93	162,19	147,70	129,14	189,59
<b>Service de la dette</b>	<b>41,2</b>	<b>28,9</b>	<b>33,5</b>	<b>30,5</b>	<b>23,3</b>	<b>30,12</b>
dont service de la dette libellé en devise	34,2	16,1	12	10,9	3,8	4,27
<b>Règlement</b>	<b>32,6</b>	<b>38</b>	<b>63,6</b>	<b>57,9</b>	<b>47,9</b>	<b>39,20</b>
Extérieur	3,6	17,2	16,6	14,3	8,3	6,62
Intérieur	29	20,8	47	43,6	39,6	32,58
Dont remboursement BTA	19	19	19	19	19	17,5
Non bancaire		1,2	23,2	24,7	15,6	7,765
<b>Produit Intérieur Brut (PIB)</b>	<b>1 141,00</b>	<b>1 203,00</b>	<b>1 266,00</b>	<b>1 335,00</b>	<b>1 373,00</b>	<b>1432,00</b>
<b>Recettes publiques</b>	<b>147,1</b>	<b>154</b>	<b>210,5</b>	<b>244,8</b>	<b>298,7</b>	<b>19,7</b>
<b>Recettes intérieures</b>	<b>84,9</b>	<b>93,5</b>	<b>112,4</b>	<b>116,1</b>	<b>125,7</b>	<b>125,9</b>
<b>Recettes d'exportation</b>	<b>67,5</b>	<b>85,6</b>	<b>91,1</b>	<b>94,1</b>	<b>82,7</b>	<b>84,8</b>
<b>II- Évolution du plafond d'endettement</b>						
<b>Taux d'endettement &lt;=70%</b>	<b>51,38</b>	<b>50,34</b>	<b>50,03</b>	<b>47,14</b>	<b>44,06</b>	<b>47,77</b>
<b>Dette extérieure/ PIB</b>	<b>33,26</b>	<b>35,46</b>	<b>37,22</b>	<b>36,08</b>	<b>34,66</b>	<b>34,53</b>
<b>III- Évolution des ratios de solvabilité</b>						
<b>Service de la dette (en % des recettes publiques) &lt;=20%</b>	<b>28,0</b>	<b>18,8</b>	<b>15,9</b>	<b>12,5</b>	<b>7,8</b>	<b>15,4</b>
<b>Service de la dette (en % des recettes intérieures propres) &lt;=20%</b>	<b>48,5</b>	<b>30,9</b>	<b>29,8</b>	<b>26,3</b>	<b>18,5</b>	<b>23,9</b>
<b>Service de la dette en devise en % des recettes d'exportation</b>	<b>50,7</b>	<b>18,8</b>	<b>13,2</b>	<b>11,6</b>	<b>4,6</b>	<b>5,0</b>
<b>I- Structure de la dette par résidence</b>						
<b>Part par type de dette : Dette extérieure</b>	<b>64,74</b>	<b>70,45</b>	<b>74,39</b>	<b>76,53</b>	<b>78,65</b>	<b>72,29</b>
<b>Dette intérieure</b>	<b>35,26</b>	<b>29,55</b>	<b>25,61</b>	<b>23,47</b>	<b>21,35</b>	<b>27,71</b>
<b>II- Analyse de risque</b>						
<b>Part de la dette exposée aux fluctuations du taux de change</b>	<b>59,7</b>	<b>65,4</b>	<b>70,2</b>	<b>72,9</b>	<b>75,5</b>	<b>70,1</b>

*Source : DDPE*

## ANNEXE 9 : EVOLUTION DE STOCK DE LA DETTE ANNUEL

Libellé	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Extérieur</b>	<b>379,52</b>	<b>426,61</b>	<b>471,24</b>	<b>481,62</b>	<b>475,82</b>	<b>494,49</b>
<b>Bilatérale</b>	<b>254,48</b>	<b>271,18</b>	<b>254,80</b>	<b>246,11</b>	<b>202,53</b>	<b>199,33</b>
ARABIE SAOUDITE	10,70	12,39	15,19	18,57	18,57	19,79
ARGENTINE	19,42	19,42	19,42	19,42	19,42	19,42
ASSISTANCE PUBLIQUE	0,00	0,00	0,33	0,00	0,00	0,00
BANQUE POSTALE	0,00	0,00	1,32	0,99	0,66	0,41
CHINE	43,47	40,68	22,79	21,01	10,37	10,37
CONGO	18,21	18,21	14,57	10,93	7,29	3,64
CT-CONSOLIDES	3,36	3,76	3,76	3,71	0,44	0,44
FRANCE	0,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FRANCE (Autres)	15,46	5,11	2,80	2,80	0,00	0,00
GUINEE EQUATORIALE	2,36	3,59	3,59	3,59	3,59	3,59
INDE	26,20	22,96	26,12	26,12	26,12	26,12
IRAK	2,74	2,74	2,74	2,74	2,74	2,74
KOWEIT	12,12	12,12	12,09	12,09	12,09	12,09
LYBIE	7,43	7,43	7,43	8,32	8,13	8,13
SERBIE MONTENEGRO	22,77	25,50	25,50	25,50	2,81	2,28
TAIWAN	68,94	89,27	89,27	89,27	89,27	89,27
TELCO BG	0,00	6,95	6,83	0,00	0,00	0,00
UAPT	1,06	1,06	1,06	1,06	1,06	1,06
<b>Multilatérale</b>	<b>125,03</b>	<b>155,43</b>	<b>216,44</b>	<b>235,51</b>	<b>273,29</b>	<b>295,15</b>
AID/BIRD	36,59	37,26	58,60	64,36	74,89	81,48
BADEA	6,43	5,45	5,67	6,26	5,99	5,78
BDEAC	7,84	7,84	7,67	7,32	7,00	6,69
Contribution Oi	5,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FAD	0,61	9,22	9,22	9,54	9,54	9,55
FIDA	1,85	2,13	11,96	11,17	10,75	10,37
FMI FEC	65,91	87,78	117,57	131,08	159,35	175,53
OFID	0,00	5,76	5,76	5,76	5,76	5,76
<b>INTERIEUR</b>	<b>206,73</b>	<b>178,93</b>	<b>162,19</b>	<b>147,70</b>	<b>129,14</b>	<b>189,59</b>
<b>Intérieur</b>	<b>206,73</b>	<b>178,93</b>	<b>162,19</b>	<b>147,70</b>	<b>129,14</b>	<b>189,59</b>
Arriérés non ordonnancés validés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FMI (DTS)	0,48	0,00	0,00	0,00	0,00	35,00
Autres arriérés sociaux	0,00	0,00	0,00	5,82	2,20	0,00
Autres dettes	2,58	0,00	0,00	2,40	2,40	1,93
BEAC	78,49	80,48	80,48	80,48	80,48	80,48
Bques cciales	24,79	15,70	21,78	18,88	0,34	0,00
Contribution GABAC	0,28	0,28	0,70	0,53	0,30	0,06
Dettes cciales fournisseurs	13,98	9,30	0,27	0,27	0,27	0,27
Dettes croisées	4,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dettes sociales	72,26	63,67	49,46	29,82	17,85	15,26
EMIS.TITRES.BONS	9,50	9,50	9,50	9,50	9,50	7,50
EMIS.TITRES OBLIGATIONS	0,00	0,00	0,00	0,00	15,81	49,08
<b>Total général</b>	<b>586,25</b>	<b>605,54</b>	<b>633,43</b>	<b>629,33</b>	<b>604,96</b>	<b>684,07</b>

Source : DDPE

## ANNEXE 10 : EVOLUTION DES ENCOURS ET DES ARRIERES

*Chiffres en Milliards de FCFA*

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Dette publique totale</b>	<b>586,25</b>	<b>605,54</b>	<b>633,43</b>	<b>629,33</b>	<b>604,96</b>	<b>684,07</b>
Encours	356,47	368,94	422,38	428,86	451,85	536,22
Arriérés	229,78	236,60	211,05	200,47	153,11	147,85
<b>Dette extérieure</b>	<b>379,52</b>	<b>426,61</b>	<b>471,24</b>	<b>481,62</b>	<b>475,82</b>	<b>494,49</b>
Encours	235,98	262,98	309,92	319,46	345,42	364,09
Arriérés	143,54	163,63	161,32	162,16	130,39	130,39
<b>Dette intérieure</b>	<b>206,73</b>	<b>178,93</b>	<b>162,19</b>	<b>147,70</b>	<b>129,14</b>	<b>189,59</b>
Encours	120,49	105,96	112,46	109,40	106,43	172,13
Arriérés	86,25	72,97	49,73	38,31	22,71	17,46

## ANNEXE 11 : EVOLUTION DES ARRIERES

*Chiffres en millions de FCFA*

Arriérés	2016	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Dette extérieure</b>	<b>143,54</b>	<b>163,63</b>	<b>161,32</b>	<b>162,16</b>	<b>130,39</b>	<b>130,39</b>
<b>Bilatéraux</b>	<b>143,54</b>	<b>157,87</b>	<b>155,56</b>	<b>156,40</b>	<b>124,63</b>	<b>124,63</b>
Taiwan	68,94	89,27	89,27	89,27	89,27	89,27
Argentine	19,42	19,42	19,42	19,42	19,42	19,42
Energo projekt	22,77	25,50	25,50	25,50	0,00	0,00
Libye	7,43	7,43	7,43	8,32	8,13	8,13
Guinée						
Equatoriale	2,36	3,59	3,59	3,59	3,59	3,59
Irak	2,74	2,74	2,74	2,74	2,74	2,74
Autres France	15,46	5,11	2,80	2,80	0,00	0,00
CTC	3,36	3,76	3,76	3,71	0,44	0,44
UAPT	1,06	1,06	1,06	1,06	1,06	1,06
<b>Multilateral</b>	<b>0,00</b>	<b>5,76</b>	<b>5,76</b>	<b>5,76</b>	<b>5,76</b>	<b>5,76</b>
OFID	0,00	5,76	5,76	5,76	5,76	5,76
<b>Dette Intérieure</b>	<b>86,25</b>	<b>72,97</b>	<b>49,73</b>	<b>38,31</b>	<b>22,71</b>	<b>17,46</b>
Commerciale	13,98	9,30	0,27	0,27	0,27	0,27
Dettes sociales et autres	72,26	63,67	49,46	38,04	22,44	17,19
<b>Total</b>	<b>229,78</b>	<b>236,60</b>	<b>211,05</b>	<b>200,47</b>	<b>153,11</b>	<b>147,85</b>

*Source : DDPE*

## ANNEXE 12 : EVOLUTION DES DECAISSEMENTS

Libellé	2017	2018	2019	2020	2021
<b>Extérieur</b>	<b>50,71</b>	<b>71,02</b>	<b>28,9</b>	<b>43,64</b>	26,36
<b>Bilatérale</b>	<b>9,39</b>	<b>2,8</b>	<b>3,38</b>	<b>0</b>	1,22
ARABIE SAOUDITE	2,44	2,8	3,38	0	1,22
TELCO BG	6,95	0	0	0	0,00
<b>Multilatérale</b>	<b>41,32</b>	<b>68,22</b>	<b>25,52</b>	<b>43,64</b>	25,13
AID/BIRD	0,87	21,53	5,97	10,76	6,48
BADEA	0,05	0,14	0,96	0,12	0,00
FAD	8,6	0	0		0,00
FIDA	0,01	10,08	0	0,13	0,10
FMI FEC	31,79	36,46	18,59	32,63	18,55
<b>INTERIEUR</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	<b>19</b>	83,78
FMI (DTS)					35,00
<b>OTA</b>					33,28
BTA	19	19	19	19	15,50
<b>Total général</b>	<b>69,71</b>	<b>90,02</b>	<b>47,9</b>	<b>62,64</b>	110,13

Source : DDPE

**ANNEXE 13 : PROJECTION DU SERVICE DE A DETTE 2020 A 2040**

*Chiffres en milliards de FCFA*

<b>CREANCIERS</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>	<b>2023</b>	<b>2024</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>	<b>2027</b>	<b>2028</b>	<b>2029</b>	<b>2030</b>	<b>2031</b>	<b>2032</b>	<b>2033</b>	<b>2034</b>	<b>2035</b>	<b>2036</b>	<b>2037</b>	<b>2038</b>	<b>2039</b>	<b>2040</b>	<b>2041</b>
<b>DETTE BILATERALE</b>	4,71	6,36	2,32	3,50	5,01	5,11	5,07	5,02	4,62	4,57	3,64	3,60	3,55	3,50	3,46	2,04	2,02	2,00	1,25	1,24	1,37
<b>DETTE MULTILATERALE</b>	4,08	12,74	18,65	25,65	28,25	26,42	22,49	15,93	8,44	4,72	4,55	4,79	5,02	5,13	4,34	3,97	4,05	4,07	4,03	3,85	3,31
<b>DETTE EXTERIEURE</b>	8,79	19,10	20,97	29,15	33,26	31,53	27,56	20,95	13,06	9,29	8,20	8,38	8,57	8,64	7,79	6,01	6,07	6,07	5,28	5,09	4,68
<b>TOTAL DETTE INTERIEURE</b>	11,82	15,99	23,61	25,29	9,75	7,17	5,95	5,95	5,95	5,95	5,95	5,95	5,95	5,95	5,95	5,95	5,95	5,95	5,95	5,95	5,95
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>20,60</b>	<b>35,09</b>	<b>44,59</b>	<b>54,44</b>	<b>43,02</b>	<b>38,70</b>	<b>33,51</b>	<b>26,91</b>	<b>19,01</b>	<b>15,25</b>	<b>14,15</b>	<b>14,34</b>	<b>14,52</b>	<b>14,59</b>	<b>13,75</b>	<b>11,96</b>	<b>12,02</b>	<b>12,02</b>	<b>11,23</b>	<b>11,04</b>	<b>10,63</b>

*Source : DDPE*

**ANNEXE 14 : DETAILS DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT**

Sociétés et Organismes	Capital	Quote part Etat	%	Résultat	Dividende Etat	DETTES				
						Fiscales	Sociales	Bancaires	Autres	Totales
<b>Sociétés d'Etat</b>	<b>6,4</b>	<b>6,4</b>	<b>100</b>	<b>2,2</b>		<b>11,3</b>	<b>14,0</b>	<b>6,5</b>	<b>6,8</b>	<b>38,7</b>
<b>ENERCA</b>	4,8	4,8	100	0,8		5,24	2,36	6,08	5,84	19,5
<b>SODECA</b>	0,5	0,5	97	0,1		3,43	1,68	-	0,34	5,5
<b>SOCATEL</b>	1,1	1,1	100	1,2		2,53	9,56	0,47	0,67	13,2
<b>SEGA</b>	0,0	0,0	100			0,10	0,35	-	-	0,5
<b>Sociétés à participation Majoritaire de l'Etat</b>	<b>10,1</b>	<b>8,64</b>	<b>85,5</b>	<b>0,8</b>		<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>
<b>CBCA (BGFI BANK)</b>	10,0	8,6	86	0,8	Non					0,0
<b>SOCASP</b>	0,1	0,1	51	0,1	repartie	0,10	0,05	-	0,11	0,3
<b>Sociétés à participation minoritaire de l'ETAT</b>	<b>36,6</b>	<b>7,9</b>	<b>21</b>	<b>0,2</b>		<b>0,6</b>	<b>0,1</b>	<b>1,5</b>	<b>2,2</b>	<b>4,3</b>
<b>Hôtel OUBANGUI</b>	0,7	0,1	12	0,0						0,0
<b>SOCATRAF</b>	0,9	0,1	15	- 0,6	Non	0,41	0,06	-	2,17	2,6
<b>BPMC</b>	15,0	5,6	38	3,0	repartie	0,18	0,00	-		0,2
<b>ECOBANK</b>	10,0	0,5	5	2,1		-	-	-	-	0,0
<b>BSIC</b>	10,0	1,5	15	- 4,4		-	-	1,49		1,5
<b>BARC</b>	0,1	0,0	33							0,0
<b>Organismes</b>	<b>1 751,3</b>	<b>77,9</b>	<b>4,4</b>	<b>5,9</b>	<b>0,03</b>					
<b>CICA-RE (Société Africaine de réassurance)</b>	50,0	0,7	1	5,7	0,03					
<b>BDEAC</b>	1 200,0	51,9	4							
<b>BEAC</b>	88,0	14,7	17							
<b>FAGACE</b>	350,0	10,5	3	0,2						
<b>SHELTER-AFRIQUE</b>	63,3	0,2	0							
<b>TOTAL</b>	<b>1 804,4</b>	<b>100,8</b>	<b>5,6</b>	<b>9,1</b>		<b>12,0</b>	<b>14,1</b>	<b>8,0</b>	<b>9,1</b>	<b>43,2</b>

## Comité de rédaction



**Denise Ingrid TOMBIDAM**  
Directrice de la Dette et du Portefeuille de l'Etat, Experte en Finances Publiques



**Jimmy- Clay BINGA**  
Chef de Service des Études Économiques et Financières  
Expert en Finances Publiques



**Dieu-Béni-Socrate DJAMAWA-ENDJIKPENNO**  
Expert en Macroéconomie Appliquée et en Gestion des  
Politiques Economiques

## Comité de relecture

La relecture de ce rapport est faite essentiellement par le Comité Technique du Comité National de la Dette Publique (CNDP), composé de :

**Président :**

Le Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique

**Membres**

- Le Directeur Général de la Programmation Economique au Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale
- Le Directeur de la Coopération Internationale au Ministère des Affaires Etrangères
- Un Représentant de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC)
- Le Directeur Général de l'Institut Centrafricain des Statistiques Economiques et Sociales (ICASSES)
- Le Directeur des Investissements Publics au Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale
- Le Coordonnateur de l'Agence Judiciaire du Trésor
- Le Directeur Général du Budget
- Un Représentant de la Cellule Chargée des réformes Economiques et Financières (CS-REF)

## Table des matières

<b>SIGLES ET ABREVIATIONS</b> .....	<b>ii</b>
<b>LISTE DES TABLEAUX</b> .....	<b>iii</b>
<b>LISTE DES GRAPHIQUES</b> .....	<b>iv</b>
<b>PRÉFACE</b> .....	<b>v</b>
<b>CHIFFRES CLES</b> .....	<b>vi</b>
<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>vii</b>
<b>I- NEGOCIATIONS, RENEGOCIATIONS D’EMPRUNTS ET EMISSIONS DE TITRES PUBLICS. 2</b>	
1.1- Négociations, renégociations d’emprunts .....	2
1.2- Exemption et Rééchelonnement des dettes .....	3
1.3- Émissions des Titres publics .....	3
<b>II- GESTION DES DONNEES</b> .....	<b>4</b>
2.1- Nouveaux engagements et Décaissements .....	4
2.2- Service de la dette .....	5
2.3- Règlements de la dette publique à fin 2021 .....	6
2.4- Situation des arriérés de la dette publique à fin 2021 .....	7
2.5- Situation de l’encours et des arriérés de la dette publique .....	8
2.6-Evolution du stock de la dette .....	9
2.7-Structure du stock de la dette par devise .....	11
<b>III- PARTICIPATIONS ET PORTEFEUILLES DE L’ETAT</b> .....	<b>11</b>
3.1-Contributions de l’État dues aux organismes internationaux.....	12
3.2- Situation du portefeuille de l’État en 2021 .....	12
3.3- Dettes des établissements publics .....	13
3.4- Le Partenariat Public-Privé .....	14
<b>IV –ANALYSE DES RATIOS ET FORMATIONS</b> .....	<b>15</b>
4.1 Analyse de la viabilité de la dette publique.....	15
<b>4.1.1- Analyse du taux d’endettement public</b> .....	<b>15</b>
<b>4.1.2- Analyse du ratio de solvabilité</b> .....	<b>16</b>
4.2- Analyse des risques du portefeuille.....	16
<b>4.2.1- Risque opérationnel</b> .....	<b>17</b>
<b>4.2.2- Risque de taux de change</b> .....	<b>17</b>
<b>4.2.3- Analyse de profil de la dette</b> .....	<b>18</b>
4.3- Renforcement des capacités et formations .....	22
<b>CONCLUSION</b> .....	<b>24</b>
<b>ANNEXES</b> .....	<b>26</b>
<b>Comité de rédaction</b> .....	<b>40</b>





